



2016

Rapport annuel

du Commissariat à l'Europe
et aux Organisations Internationales

*«Bruxelles cultive l'art sans pareil d'un accueil
simple et chaleureux, grâce à l'atmosphère
que seuls savent créer les Bruxellois.»*

JACQUES DELORS,
ancien Président de la Commission européenne

Avant-propos



Bruxelles est la capitale institutionnelle de l'Europe ; elle accueille chaque jour des délégations venues du monde entier pour assister à des réunions de haut niveau.

Nous nous réjouissons que la communauté internationale ait choisi notre capitale pour accueillir les institutions européennes et bon nombre d'organisations internationales.

La présence de ces institutions et organisations revêt une importance cruciale pour des raisons politiques et économiques, mais également pour des raisons de fond. La migration internationale considérable liée à cette présence constitue un enrichissement à tous points de vue pour la Région.

Cette position implique aussi une série d'obligations importantes.

Au terme de deux années de fonctionnement, le fil conducteur du Commissariat à l'Europe et aux Organisations Internationales (CEOI) est toujours de s'investir pleinement dans la création d'un climat dynamique et orienté «solutions», capable de rivaliser avec la concurrence internationale.

Ce rapport d'activité présente une description détaillée et une analyse approfondie de la politique menée depuis le 1^{er} janvier 2015 ; il revient aussi sur les réalisations de 2016 et ébauche les perspectives pour 2017.

Je crois pouvoir affirmer que la politique de siège régionale est sur la bonne voie, mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir et d'efforts à fournir du côté de nos administrations régionales et communales. Si nous constatons que le fossé entre le Quartier européen et le reste de la Région est grand, trop grand, et qu'un sentiment de méfiance vis-à-vis des pouvoirs publics européens persiste, nous constatons aussi par ailleurs que les institutions européennes sont, beaucoup plus que par le passé, ouvertes au dialogue et à la concertation avec leur région d'accueil.

Ceci étant, il m'est impossible de passer sous silence la difficile relation entre certaines communes, la Région et l'Etat fédéral. La complexité institutionnelle, concrétisée notamment par une ahurissante complexité territoriale, reste un véritable obstacle dans la résolution efficace des dossiers qui nous sont soumis.

Le CEOI s'efforce de jouer le rôle fédérateur de l'ensemble des interlocuteurs concernés par ce quartier stratégique pour notre Région, les communes et ses habitants. Néanmoins, une véritable réflexion sur la bonne coordination des pouvoirs publics belges, et en particulier bruxellois, semble indispensable si nous voulons renforcer encore et durablement la confiance que nous accordent nos partenaires internationaux.

Par l'intermédiaire du Commissariat à l'Europe et aux Organisations Internationales, les autorités bruxelloises ont investi dans leur relation avec les institutions européennes. Avec toutes les principales parties prenantes que sont les communes ainsi que les organismes et ministères régionaux, nous poursuivrons sur la voie dans laquelle nous nous sommes engagés et nous persévérons à trouver des solutions, y compris dans les dossiers difficiles.

Alain HUTCHINSON

Commissaire du Gouvernement bruxellois

Sommaire



Avant-propos	5
Le CEOI	9
1 Présence internationale	10
2 Mission	12
3 Equipe	14
4 Instances	16
5 Communication	17
6 Bilan 2016	24
Politique de siège	27
1 Un interlocuteur privilégié	28
2 Développement urbain et mobilité	30
3 Sécurité	36
4 Représentations régionales	38
5 Perspectives pour 2017	40
Expat Welcome Desk	43
1 Méthode	45
2 Statistiques	46
3 Problématiques traitées	48
4 Journée de formation des communes	54
5 Séminaires	58
6 Sessions d'information	60
7 Perspectives pour 2017	62
Voyages d'étude	65
1 Voyage d'étude à Genève	66
2 Voyage d'étude à Londres	72
Conclusion	77



Le CEOI

1. Présence internationale à Bruxelles

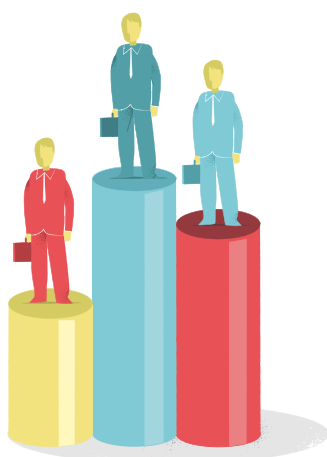
1.1 Quelques chiffres

Si l'on considère Bruxelles comme la «Capitale de l'Europe», c'est avant tout grâce à la présence de nombreuses institutions européennes et internationales sur son territoire :



1.2 Classements internationaux

La Capitale de l'Europe occupe une position stratégique dans les classements internationaux :



1^{re} ville mondiale en nombre de **diplomates**

1^{re} ville européenne de congrès et
2^e ville mondiale

2^e ville européenne en matière de
connaissance des langues

3^e ville européenne en matière de
potentiel économique

1.3 Economie et Emploi

La présence des institutions européennes et internationales et leur impact sur l'économie et l'emploi à Bruxelles revêtent une importance considérable.

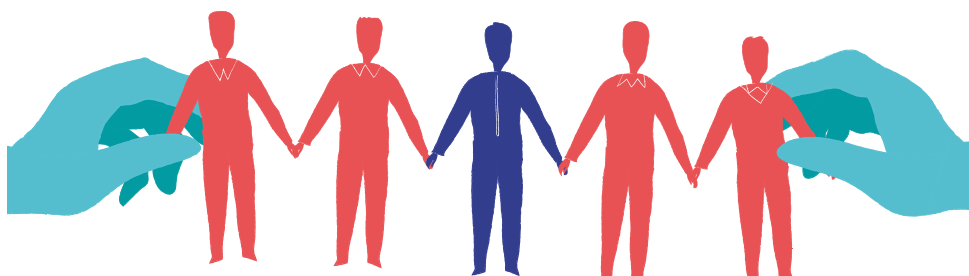
Cette présence génère **121 000 emplois** (81 000 directs / 40 000 indirects).
Cela représente **16,7% de l'emploi bruxellois** et **5 milliards d'euros de valeur ajoutée** pour l'économie bruxelloise.

121 000 emplois,
soit **16,7%** de l'emploi bruxellois,
soit **5 milliards €**
de valeur ajoutée pour l'économie bruxelloise.



1.4 Population

Cette présence cosmopolite est également déterminante dans la composition de sa population : **1 bruxellois sur 3** est de **nationalité étrangère** et **1 sur 5** est ressortissant d'un Etat membre de l'UE.



La publication «Bruxelles-Europe en chiffres 2016¹» dévoile plus en détails ces chiffres clés sur la présence internationale à Bruxelles.

¹ <http://www.commissioner.brussels/i-am-an-expat/news/item/625-brussels-europe-in-figures>

2. Mission

En tant que siège de six institutions européennes, de quatorze organisations de l'Union européenne et de quarante-deux organisations intergouvernementales, la Région a la lourde responsabilité de mener à bien son internationalisation croissante. La présence de toutes ces institutions a en effet un impact majeur sur l'économie et la société bruxelloises. Le gouvernement bruxellois a assumé d'emblée sa responsabilité à ce niveau, ce qui s'est traduit, fin 2014, par la création du Commissariat à l'Europe et aux Organisations Internationales (CEOI) et par la désignation du Commissaire du Gouvernement. Avec cette initiative, le gouvernement bruxellois a lancé le développement d'une politique de siège formelle et cohérente qui, dans le cadre des compétences régionales, permettra à la Région de Bruxelles-Capitale (RBC) de se profiler en tant que Région à vocation internationale. Le CEOI a pour mission de développer une politique de siège régionale centrée sur l'accueil de toutes les organisations internationales sur le territoire bruxellois, dans le respect du développement harmonieux de la Région et de ses habitants.





À cette fin, le CEOI officie en tant que médiateur entre les autorités bruxelloises et les représentants des institutions européennes et internationales établies à Bruxelles. Concrètement, cela signifie que le CEOI joue le rôle de guichet unique pour toutes les demandes émanant des institutions européennes et internationales en matière d'urbanisme, de sécurité, de mobilité et d'aménagement de l'espace public et il assure la coordination nécessaire à ce niveau. Par ailleurs, le CEOI doit être consulté pour tout projet public susceptible d'avoir un impact sur les organisations internationales et leur présence à Bruxelles. Le CEOI formule, dans ce cadre, des avis et des recommandations à l'intention du gouvernement bruxellois. L'Expat Welcome Desk (EWD) du CEOI fournit lui une assistance administrative aux personnes qui s'installent en Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de leurs activités professionnelles tant au sein qu'autour des institutions européennes et internationales. Le CEOI apporte également son appui aux représentations régionales, notamment en ce qui concerne l'octroi annuel de l'attestation régionale par le Ministre des Relations Extérieures.

La politique bruxelloise de siège couvre un grand nombre de domaines et reste principalement axée sur les institutions européennes. Le Commissaire a été investi à cet effet d'un mandat politique du gouvernement bruxellois et il peut également compter sur la collaboration constructive des communes. Le Commissaire représente donc les autorités bruxelloises moyennant l'accord de ces dernières.

3

Équipe



L'équipe dynamique et plurilingue (EN, FR, NL, DE, IT) du CEOI assure le rôle de «*go between*» politique et administratif entre les pouvoirs publics bruxellois et les institutions européennes et internationales établies à Bruxelles. Nos activités s'articulent autour de deux volets principaux :



Un guichet unique pour les demandes des institutions européennes et internationales en matière d'urbanisme, de sécurité, d'environnement, de mobilité et d'aménagement des espaces publics ;



Un Expat Welcome Desk qui offre un service d'assistance administrative personnalisé aux membres de la communauté internationale s'installant en RBC dans le cadre de leurs activités et qui facilite l'accueil des nouveaux bruxellois.



Alain HUTCHINSON

Commissaire

ahutchinson@commissioner.brussels



Karin IMPENS

Adjointe au Commissaire

kimpens@commissioner.brussels



Amélie BOVY

Conseillère juridique Welcome Desk

abovy@commissioner.brussels



Hélène JACUB

Assistante Welcome Desk

[hjacob@commissioner.brussels](mailto:hjacub@commissioner.brussels)



Annick DE BLESER

*Assistante Welcome Desk
au Parlement européen*

adebleser@commissioner.brussels



Edoardo GUGLIEMMETTI

Conseiller développement urbain

eguglielmetti@commissioner.brussels



Natacha BRIEVEN

*Office Manager
et chargée de Communication*

nbrieven@commissioner.brussels



Laurent GILARDENGHI

Réceptionniste

lgilardenghi@commissioner.brussels

4 Instances

L'Assemblée générale et le Conseil d'administration sont composés de représentants désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Assemblée générale

- Alain HUTCHINSON, Président
- Haroun ATILA
- Jérôme DE MOT
- Valentin GRAAS
- Ief JANSSENS
- Frank LELON
- Julien MILQUET
- Jeremy ONKELINX
- Laurent VAN DER ELST
- Charles-Eric VILAIN XIII
- Florence WAUTELET
- David ZYLBERBERG

Conseil d'administration

- Alain HUTCHINSON, Président
- Haroun ATILA
- Jérôme DE MOT
- Valentin GRAAS
- Ief JANSSENS
- Frank LELON
- Julien MILQUET
- Laurent VAN DER ELST
- Charles-Eric VILAIN XIII
- Florence WAUTELET
- David ZYLBERBERG

Les réunions :



Assemblée générale et Conseil d'administration du 13 avril 2016

Adoption du procès-verbal de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration du 19 octobre 2015, présentation des comptes et du rapport financier 2015, adoption des comptes 2015 et décharge des administrateurs, projet de budget 2016, présentation du rapport d'activité 2015 et présentation des activités en cours.



Assemblée générale et Conseil d'administration du 5 décembre 2016

Adoption du procès-verbal de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration du 13 avril 2016, projet de budget 2017, désignation de deux commissaires aux comptes, désignation et démission de membres effectifs, modification d'un membre du personnel, proposition d'introduire des membres adhérents, présentation des activités en cours et plan d'action 2017.

5. Communication

5.1 Actions de communication

Site web

Le nouveau site web est opérationnel depuis janvier 2016 (uniquement en anglais jusqu'à présent). Il constitue un véritable «hub» d'informations pour les expatriés de la capitale. Il reprend entre autres des données sur l'implantation européenne à Bruxelles et des informations pratiques liées à l'accueil administratif de la communauté internationale. Il s'adresse également aux autorités locales et aux organisations internationales, notamment en matière de développement urbain, de mobilité et de sécurité dans le Quartier européen. Enfin, il dispose d'un onglet «news» (FR, NL, EN) pour informer en continu les utilisateurs sur des sujets «pratiques» liés à la vie à Bruxelles et des activités culturelles se déroulant dans le Quartier européen.

Sa présentation simple et intuitive permet aux visiteurs d'accéder facilement aux différentes pages qui le composent. L'idée est d'en faire une plateforme de référence proposant des informations très ciblées aux nouveaux arrivants s'installant ici. Cela permettra également de donner à notre Région une image positive auprès d'un groupe de la population qui est un des premiers «ambassadeurs» de Bruxelles à l'étranger.





Newsletter *be expat be.brussels*

La newsletter mensuelle *be expat be.brussels* de visit.brussels (l'agence bruxelloise du tourisme) consacre un article à l'EWD dédié aux aspects «pratiques» de la vie à Bruxelles. Ce dernier est rédigé par notre conseillère juridique. Cette newsletter trilingue (FR, NL, EN) est destinée aux expatriés et envoyée à plus de 12 500 personnes de septembre à juin. Le personnel du Parlement européen et les députés la reçoivent directement via l'intranet grâce à notre antenne en son sein. Elle est également disponible sur notre site dans la rubrique «*news*» de l'EWD.

Depuis février 2016, l'inscription à la newsletter est désormais possible via le site web.

Voici les articles rédigés par l'EWD en 2016 :

- Quels sont les changements en 2016 ?
- Votre checklist pour louer un bien !
- Comment stationner en toute légalité ?
- Séminaire gratuit : comment remplir votre déclaration fiscale belge ?
- La toute nouvelle édition du guide «Expats in Brussels» vient de sortir !
- *Greeter* Klaus : les 10 conseils pour s'installer à Bruxelles !
- Comment exploiter un hébergement touristique dans la Région de Bruxelles-Capitale ?
- Quand signaler sa présence à la commune ?
- Comment obtenir un séjour permanent ?
- Conseils pratiques en cas d'accident de voiture !

[illegible]

Brochure pour l'EWD

En 2016, une brochure consacrée uniquement à l'Expat Welcome Desk a été conçue pour mieux répondre aux besoins de la communauté internationale et améliorer la visibilité de l'EWD. Cette brochure attractive et conviviale présente notamment l'équipe et les activités principales de la cellule administrative.



Annonces et articles pour l'EWD

En vue d'atteindre un public d'expatriés, l'Expat Welcome Desk du CEOI publie régulièrement des annonces et articles ciblés dans des médias spécialisés. A cette fin, un visuel synthétique et attrayant a été créé.



En 2016, des annonces et articles ont été publiés dans :

- Le guide «*Expats in Brussels*» 2016 (mai 2016) ;
- *Newshound*, le journal interne du Parlement européen (juin 2016) ;
- Le guide «*Living here – Summer in Brussels*» 2016, *The Bulletin* (juin 2016) ;
- Le site web *Politico.eu*, média sur l'actualité des institutions clés de l'UE (août 2016) ;
- Le site web du *Brussels Times* (septembre 2016) ;
- Le site web de la Chambre de Commerce & Union des Entreprises de Bruxelles – *Beci.be* (octobre 2016) ;
- Le magazine «*Bladet*» du Club Suédois de Belgique (octobre 2016).

Présentations Prezi

L'EWD participe tout au long de l'année à des sessions d'information destinées à la communauté internationale (voir ci-après dans la partie «Expat Welcome Desk»). Lors de ces sessions, l'EWD projette une présentation *Prezi* reprenant l'essentiel des informations présentées. La plateforme internet *Prezi* permet de créer des présentations dynamiques et accessibles très facilement partagées via les réseaux sociaux. En 2017, elles seront disponibles sur le site web pour permettre un accès aisé aux informations pratiques présentées lors de nos sessions d'information.



Stands d'information

En dehors des séminaires et des sessions d'information donnés par l'EWD (voir ci-après dans la partie «Expat Welcome Desk»), le CEOI organise des stands d'information pour informer les expatriés sur les possibilités de s'intégrer culturellement et socialement dans la ville.

En 2016, l'équipe était présente aux événements suivants :

- **Info day** à la Commission européenne (16 mars) ;
- **Journée Portes Ouvertes des institutions européennes** au Parlement européen et au Comité des Régions (28 mai) ;
- **28 dans votre assiette** sur l'Esplanade du Parlement européen (22 juin) ;
- **Afterwork be summer be.brussels** au Café Grand Central (27 juin).

5.2 Evènements

Organisation et participation

Tout au long de l'année 2016, le CEOI a organisé ou participé à plusieurs événements en partenariat avec différents acteurs. Ces derniers visent à impliquer davantage les expatriés dans la vie bruxelloise et à sensibiliser les Bruxellois à la dimension internationale de leur Région, Capitale de l'Union européenne. La co-organisation de ces actions visant l'accueil de la communauté internationale à Bruxelles permet d'améliorer la visibilité du thème «Europe» (et du Quartier européen) dans la promotion de Bruxelles.

Enfin, ces partenariats permettent non seulement de renforcer la collaboration entre les autorités bruxelloises et internationales mais aussi d'établir une coordination entre les politiques touristiques et culturelles de ces dernières (plus de détails sur le «Groupe de travail Tourisme» dans la partie «Politique de siège»). A cet égard, le Commissaire à l'Europe a rencontré à plusieurs occasions certains responsables de la Communication des institutions européennes, notamment M. Reijo KEMPPINEN (Directeur général de la Communication du Conseil de l'UE) et Mme Juana LAHOUSSE (Directrice générale de la Communication au Parlement européen, en poste à ce moment-là).

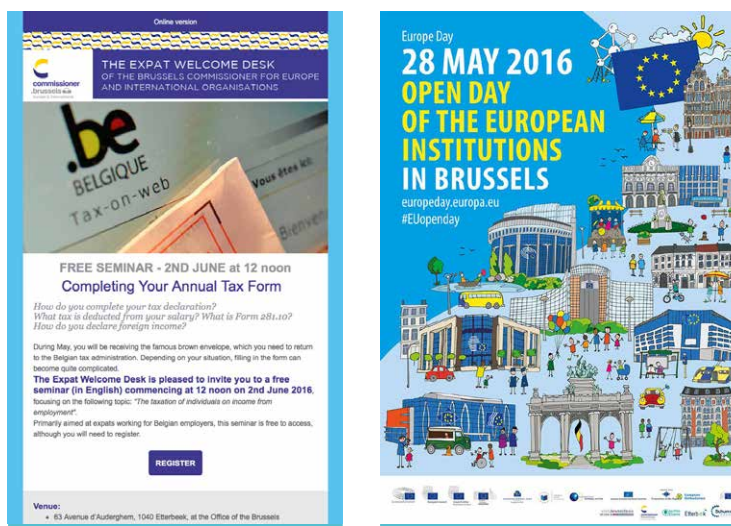
Voici un aperçu des événements que nous avons organisé ou auxquels nous avons contribué :

- **Association** par la commune d'Ixelles à l'**inauguration du Marché bio hebdomadaire sur la place du Luxembourg** (19 avril) ;
- **Rôle d'intermédiaire** pour l'**invitation officielle de Martin SCHULZ** (Président du Parlement européen à l'époque) **au Parlement bruxellois** pour renforcer le dialogue entre la Région et les institutions européennes (20 avril) ;
- **Lancement du Cercle bruxellois d'artistes diplomates** (initiative de l'Ambassade d'Allemagne et de la Représentation permanente allemande) lors d'un **vernissage à l'E-Gallery** (19 mai) ;
- **Rôle de modérateur** au panel «*Brussels, why it's important to be there!*» lors du **European Business Summit** au Palais d'Egmont (1 juin) ;
- **Organisation de l'Afterwork *be summer be.brussels*** au **Café Grand Central** sur la place Jean Rey, en collaboration avec visit.brussels (27 juin) ;
- **Participation à l'organisation de l'Ambassadors' event** organisé par visit.brussels, **gala à Train World** pour promouvoir l'attractivité de la Région au sein de la communauté des diplomates (8 décembre).



Promotion

Depuis juin 2016, le CEOI fait la promotion de ses événements auprès de son public cible via la plateforme internet *SendinBlue*, une solution innovante de marketing relationnel. Cet outil dispose de multiples fonctionnalités permettant notamment de créer et de suivre des campagnes promotionnelles, d'importer et de gérer facilement des listes de contacts, etc. Grâce à son vaste choix de « modèles », il est possible de créer des visuels esthétiques et personnalisés de façon simple et intuitive. En 2016, nous avons créé des visuels personnalisés pour trois événements : le séminaire organisé par l'EWD sur la déclaration fiscale, l'afterwork *be summer be.brussels* et la Formation des 19 communes (voir ci-après dans la partie EWD).



La rubrique « news » sur notre site web nous permet également de faire la promotion d'événements qui se déroulent dans le Quartier européen. En voici un aperçu :

- Promotion pour l'ouverture d'un **marché bio hebdomadaire sur la place du Luxembourg** à Ixelles (avril 2016) ;
- Promotion de la **4^e édition de la Fête du Pain sur le Rond-point Schuman**, organisée autour de cet aliment qui, à lui seul, peut exprimer la diversité européenne (mai 2016) ;
- Promotion de la **Journée Portes Ouvertes 2016 des institutions européennes**, à l'occasion de la fête de l'Europe (mai 2016) ;
- Promotion de l'**édition 2016 de la Nuit Blanche dans le Quartier européen** (oct. 2016) ;
- Promotion de **Schuman Lights Up**, illumination du Rond-point Schuman et événements variés à l'occasion des fêtes de fin d'année (décembre 2016) ;
- Promotion, vers un public cible, de la **Journée Portes Ouvertes du bâtiment Europa** (nouveau siège emblématique du Conseil de l'UE) à l'occasion de son inauguration (décembre 2016).

5.3 Perspectives pour 2017

- > **Présentation du rapport annuel 2016 aux médias** afin de présenter les activités du CEOI après deux ans d'activités et sensibiliser les Bruxellois à l'importance de la présence internationale dans notre Région ;
- > Réflexion sur l'élaboration d'une stratégie commune avec visit.brussels pour la **distribution de «Welcome packs» destinés à la communauté internationale**. L'objectif est que les nouveaux arrivants se sentent les bienvenus en leur offrant à la fois des informations administratives et culturelles sur Bruxelles. Ces Welcome Packs seront coordonnés par visit.brussels (conception, préparation et livraison) ;
- > **Conception d'une nouvelle brochure pour l'EWD, de type «step by step»**, reprenant l'essentiel des informations pratiques et administratives pour s'installer à Bruxelles. Cette brochure, plus complète que celle réalisée en 2016, permettra de mieux répondre aux attentes des nouveaux arrivants et sera plus adaptée à la distribution des Welcome Packs destinés aux expatriés ;
- > **Développer progressivement la présence du CEOI sur les réseaux sociaux** afin d'augmenter sa visibilité. L'objectif est double : créer une communication «en direct» avec la communauté des expats en présentant notre service d'assistance administrative et valoriser le rôle du CEOI auprès des autorités régionales et internationales ;
- > **Développement de la partie EWD sur le site web** : création d'un onglet «nationalité» et «Brexit», approfondissement de la partie «*buying or selling a property*» et enrichissement de l'onglet «*leisure & social life*» en collaboration avec visit.brussels.



6

□ Bilan 2016

1 sommet
GRBC-UE

2 voyages
d'étude

68 rencontres
politiques

4 séminaires

47 réunions
techniques

82 réunions
de coordination/
concertation

1638 dossiers traités
par l'Expat
Welcome Desk

2000 stagiaires officiels des
institutions européennes

23 présentations
et discours

127 participants
à la formation
des communes

5 stands
d'information

14 sessions
d'information

10 newsletters

26 articles
de presse

39 dossiers traités en
matière d'urbanisme

11 promotion d'évènements
vers la communauté internationale

6 évènements
organisés

167 courriers officiels à l'intention des autorités

234 attestations
régionales



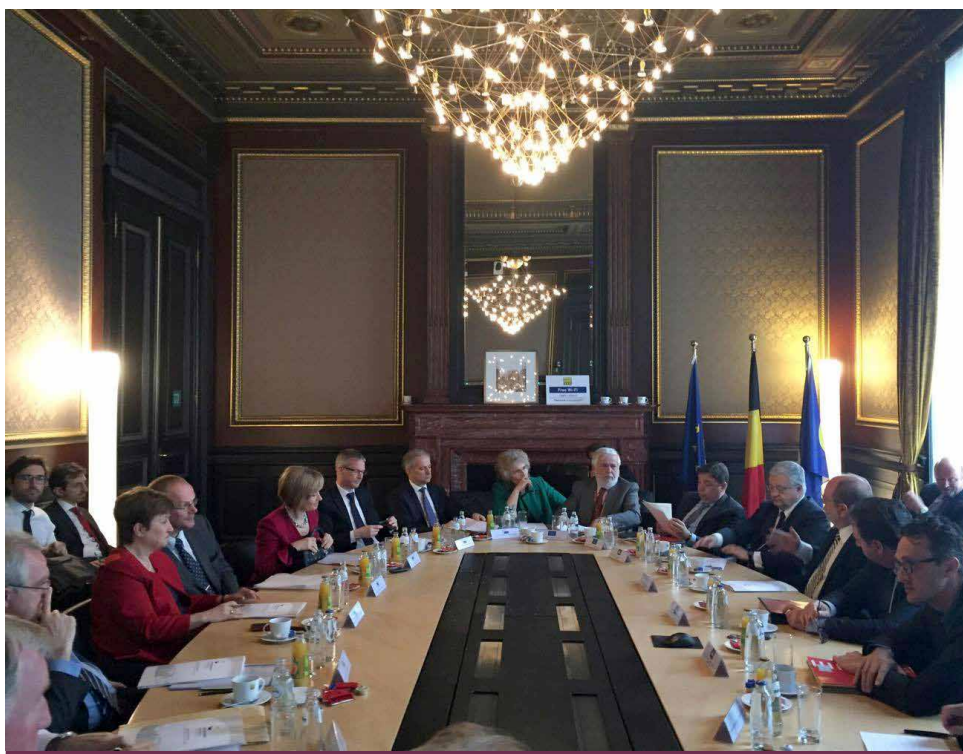
Politique de siège régionale

1. Le CEOI comme interlocuteur privilégié

La Région de Bruxelles-Capitale (RBC) accorde une importance considérable à la présence des organisations internationales sur son territoire, leur impact sur les dynamiques urbaines et leur interaction avec le tissu existant. C'est dans ce cadre que le Commissariat à l'Europe et aux Organisations Internationales (CEOI) opère, notamment dans l'accompagnement des grands projets prévus dans le Quartier européen tels que la mise en place du *Projet urbain Loi* (PUL) ou le réaménagement du Rond-point Schuman.

Durant sa deuxième année d'existence, le CEOI s'est attelé à renforcer les liens de confiance établis entre les autorités régionales et internationales. En effet, le CEOI est l'interlocuteur privilégié pour toute organisation internationale ou représentation diplomatique nécessitant de rentrer en contact avec les autorités régionales bruxelloises ; son rôle est notamment de les renseigner sur les stratégies et les objectifs de la Région qui pourraient les concerner mais aussi d'identifier les chemins politiques et administratifs à privilégier.





Les négociations sur les questions portant sur la politique immobilière, le développement urbain, la mobilité et la sécurité nécessitent un échange constant entre la Région et les institutions européennes. À cette fin, le CEOI organise une à deux fois par an un Sommet GRBC¹-UE, traitant au plus haut niveau toute question censée requérir un accord de fond des parties impliquées.

Le troisième Sommet, qui s'est tenu le 31 mai 2016, a réuni autour de la table le gouvernement bruxellois (représenté par le Ministre-Président, le Ministre de la Mobilité, le Ministre des Relations Extérieures ainsi que le Commissaire à l'Europe) et les représentants politiques des institutions européennes (le Parlement européen, la Commission européenne, le Conseil de l'Union européenne, le Service européen pour l'action extérieure, le Comité des Régions et le Comité Economique et Social européen). Les engagements pris lors de ces Sommets guident les activités du CEOI et des groupes de travail auxquels les différentes administrations bruxelloises participent.

¹ Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

2 Développement urbain, mobilité et environnement

2.1 Groupe de travail Tourisme

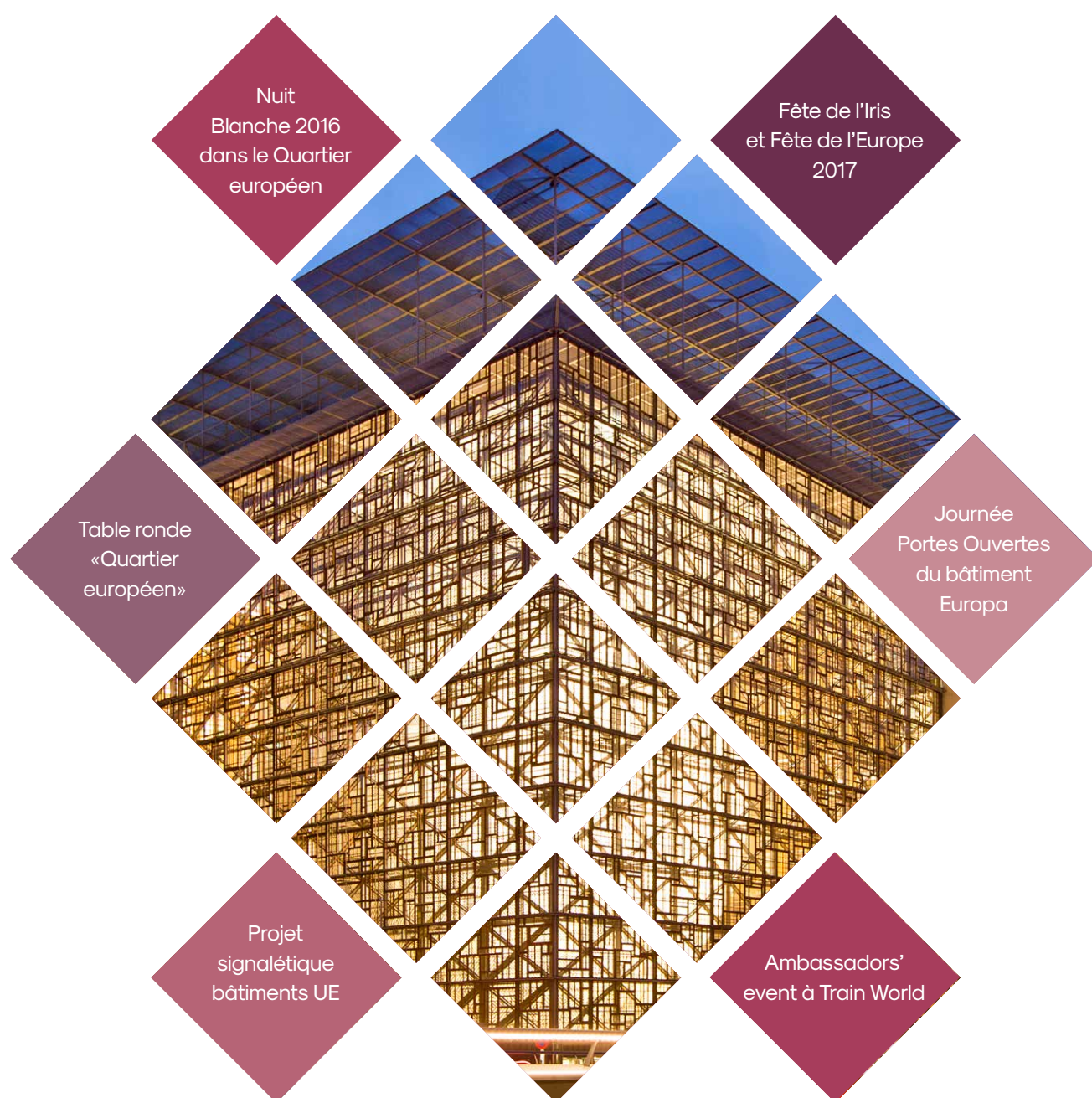
Le Quartier européen devient au fil du temps et des initiatives diverses un véritable pôle d'attraction touristique, essentiellement dans le chef du Parlement européen avec le *Parlamentarium* et la Maison de l'Histoire européenne, mais aussi avec la présence de lieux hautement emblématiques de l'Union européennes (le dernier étant le bâtiment Europa, le nouveau siège de la Présidence du Conseil de l'UE).



Une rencontre trimestrielle réunissant les responsables de la communication et des relations avec le public des institutions européennes, le CEOI et visit.brussels (l'agence bruxelloise du tourisme) permet d'établir une coordination entre les politiques touristiques et culturelles des institutions européennes présentes à Bruxelles et celles de la Région bruxelloise.

Il a également pour objectif de promouvoir l'offre culturelle de la Région au sein de la communauté des expatriés, de renforcer l'intérêt des habitants de la Région pour les activités organisées par les institutions européennes et de valoriser l'attractivité du Quartier européen.

Grâce au CEOI, cette collaboration a permis la mise en place de plusieurs événements et activités (passés et futurs), parmi lesquels :



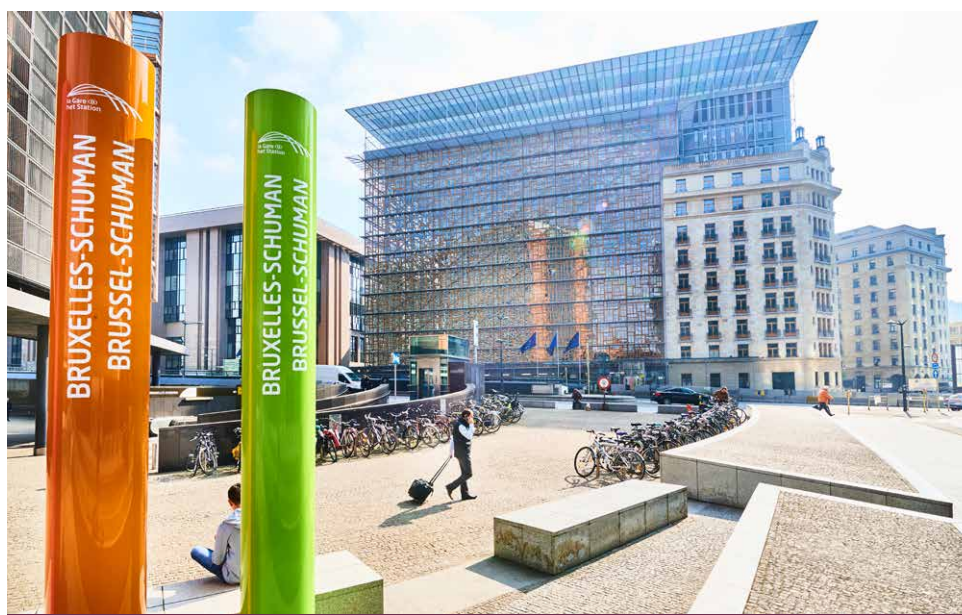
2.2 Groupe de travail Mobilité

A travers ce groupe de travail, le CEOI facilite les échanges entre les institutions européennes, le Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale, Bruxelles Mobilité, la STIB et la SNCB afin de cartographier et mieux harmoniser la demande et l'offre des transports publics.

L'objectif de ce groupe de travail est d'évaluer l'accessibilité domicile-travail des pôles de bureaux du quartier et des institutions européennes. Cela permettra à la fois la mise en place de politiques de déplacements plus adéquates par les institutions européennes et la prise en compte des besoins de mobilité réels par l'offre des transports en commun.

Les travaux effectués au cours de l'année 2016 ont déjà permis de cartographier les zones géographiques de résidence de la plupart des employés des institutions européennes et visualiser ainsi les flux domicile-travail majeurs d'à peu près 40 000 personnes traversant quotidiennement le territoire de la Région.

Grâce à ces rencontres, les différents acteurs présents ont également pu se mettre d'accord sur les différents paramètres de déplacement à considérer (temps d'attente, distances de marche, proximité des parkings et des stations) pour représenter la situation de manière plus réaliste. Des résultats concrets sont attendus en 2017, permettant ainsi de disposer d'un véritable outil pour l'amélioration de la desserte en transports publics et pour la promotion d'une mobilité alternative.



2.3 Concertations avec les interlocuteurs de la Région

Le CEOI facilite et organise une concertation bilatérale entre les services publics bruxellois et les organisations internationales. À cette fin, il travaille en étroite collaboration avec les administrations communales (en particulier avec les services de l'urbanisme de la Ville de Bruxelles et des communes d'Ixelles et d'Etterbeek) et les administrations régionales de la mobilité et de l'urbanisme (Bruxelles Mobilité, la Direction Urbanisme de Bruxelles Développement urbain, perspective.brussels - le Bureau Bruxellois de Planification et le maître architecte, ainsi que Bruxelles Environnement, la Commission royale des Monuments et Sites et la STIB).



En 2016, le CEOI est intervenu dans plusieurs dossiers :



Le CEOI accompagne la complexe procédure de **transfert de propriété du «tunnel interinstitutionnel²»** entre l'Etat fédéral et la Région. Les concertations, qui se déroulent au CEOI, réunissent plusieurs acteurs la Régie des Bâtiments, Beliris, le Cabinet du Ministre bruxellois de la Mobilité et Bruxelles Mobilité. Le CEOI discute également de l'accès et de la maintenance future du tunnel avec les institutions européennes.



Etant donné l'importante hausse de visiteurs prévue en 2017, due en partie à l'ouverture de la Maison de l'Histoire européenne (début mai), le CEOI poursuit ses efforts, en concertation avec le Ministre bruxellois chargé de la Mobilité, pour trouver une **solution à l'afflux et au stationnement d'autocars dans le Quartier européen.**

² Tunnel reliant les différentes institutions européennes situées autour de l'espace Schuman.



Le CEOI est activement impliqué dans les discussions et les travaux liés au **réaménagement du Rond-point Schuman** en vue de sa transformation en espace piétonnier ; il siège dans le Comité d'Accompagnement, dans le Comité de Pilotage (il a accueilli la première réunion) ainsi que dans le jury de sélection du projet gagnant. Cela lui permet de faciliter l'échange d'informations entre les institutions européennes et les communes et de garantir la cohérence du projet avec la stratégie régionale en matière de sécurité.



Le CEOI a participé à la mise en œuvre d'un projet conjoint de **signalétique publique pour un parcours piétonnier** qui relie les équipements culturels et les bâtiments d'intérêt touristique entre le parc de Bruxelles et le Parc du Cinquantenaire (projet réunissant la Région de Bruxelles-Capitale, la Ville de Bruxelles, la Commune d'Ixelles, la Commune d'Etterbeek et le Parlement européen).



Le CEOI a représenté le gouvernement régional à la dernière **Task Force UE-BE** entre le gouvernement fédéral et les institutions européennes qui a eu lieu le **25 novembre 2016**. Cette rencontre technique, coordonnée par le Comité Interministériel pour la Politique de Siège (CIPS), a abordé de nombreux dossiers liés à la présence des institutions européennes sur le territoire belge (la mobilité aux abords des bâtiments des institutions, la création d'une école européenne, etc.). La participation du CEOI a permis de souligner la contribution de la Région dans l'avancement des dossiers à compétence régionale et de renforcer la coopération avec le niveau fédéral dans le cadre de la politique de siège.



Suite au réaménagement de la **station Schuman** et l'ouverture de la gare, le CEOI a accompagné la mise en place d'une **signalétique cohérente dans le métro** (par la STIB et la SNCB) suite à une demande émanant du Conseil de l'Union européenne.



Dans le cadre de la **rénovation de la station de métro Maelbeek**, le CEOI est intervenu pour faciliter un accord sur l'option d'aménagement de la nouvelle sortie de métro en veillant au respect des soucis de faisabilité et de gestion de la part de la STIB et au cadre souhaité par le concours international d'architecture pour l'îlot 130 qui sera lancé prochainement par la Commission européenne.



Suite aux accords politiques du Sommet GRBC-UE, le CEOI coordonne activement la préparation des procédures concernant les demandes de **renouvellement de permis d'environnement et d'urbanisme pour trois parkings du Parlement européen**.



Des réunions techniques ont été organisées par le CEOI pour finaliser le calendrier et les spécifications des **travaux sur la place Jean Rey**. Ces travaux portent sur l'accès au réseau électrique et à la fibre optique pour les véhicules satellites stationnant sur la place pendant les périodes des Sommets européens dans le but de minimiser leur nuisance.

D'autres dossiers dans lesquels le CEOI a joué un rôle de médiateur :

- Installation d'un nouveau Centre d'accueil pour les visiteurs de la Commission européenne au Berlaymont ;
- Interprétation de l'application du COBRACE (Code Bruxellois de l'air, du climat et de la maîtrise de l'énergie) en matière de stationnement pour les bâtiments des institutions européennes ;
- Travaux de rénovation de l'Ambassade d'Estonie à Bruxelles ;
- Charges d'urbanisme liées à la transformation de la nouvelle Ambassade d'Azerbaïdjan ;
- Travaux de maintenance dans les Écoles européennes ;
- Maintenance des distributeurs STIB dans la station Schuman ;
- Plan de gestion du Parc Léopold.

3. Sécurité

Les tragiques événements du 22 mars 2016 ont eu d'importantes conséquences sur la Belgique et Bruxelles, notamment en matière de sécurité, qualité de vie et mobilité des habitants. Pour garantir la sécurité du Quartier européen, ses habitants, ses institutions et ses commerces, les dispositifs de sécurité mis en place au niveau fédéral et régional ont été renforcés.

Le gouvernement fédéral a ainsi prévu d'établir une surveillance statique et mobile assurée par la Police fédérale, locale et l'armée. De son côté, la Région conduit une étude portant sur la sécurité dans le Quartier européen (voir détails ci-après) et prévoit de mettre en place une série de mesures via sa nouvelle structure régionale, *Bruxelles Prévention et Sécurité* (BPS). La Région est régulièrement informée des réunions de coordination de sécurité qui se déroulent au niveau fédéral et le CIPS assure l'échange d'informations sur les initiatives mises en place par la Région.



Le climat d'insécurité a remarquablement changé l'approche des institutions internationales envers l'espace public qui les entoure. A cet égard, le CEOI a été très sollicité, notamment pour des demandes de sécurisation de sites, de voiries et d'espaces publics dans le Quartier européen. Cela a également eu un impact sur les projets en cours d'élaboration, comme l'organisation d'événements publics sur l'Esplanade Solidarnosc du Parlement européen ou encore l'intégration de la dimension sécuritaire dans le cadre du projet de réaménagement du Rond-point Schuman.

Cette situation, ainsi que la mise en lumière de failles potentielles dans la sécurité de l'espace public adjacent aux bâtiments institutionnels, ont amené le CEOI à inciter une réflexion sur les possibilités de trouver un équilibre entre les impératifs de sécurité et ceux liés à la convivialité de l'espace urbain. Tout au long de l'année 2016, les activités menées par le CEOI ont été conduites dans cet esprit, avec comme objectif la formulation d'une vision partagée entre les différents protagonistes.

Les actions entreprises par le CEOI peuvent être subdivisées en trois axes principaux :



Suite aux nombreuses demandes de sécurisation (par les institutions européennes) auxquelles le CEOI a été confronté, il a suggéré au gouvernement bruxellois de lancer une **étude sur la sécurité dans le Quartier européen**. L'objectif de cette étude est de trouver une manière d'harmoniser la convivialité de l'espace public et les impératifs de sécurisation. En effet, il est primordial de doter la Région d'une grille de lecture agréée pour évaluer les degrés de danger, les failles et les scénarios de risque, tout en intégrant ces mesures de sécurité dans le tissu urbain. Cela permettrait de créer un référentiel pour l'intégration des mesures de sécurité dans le mobilier urbain et la Région serait dotée d'un outil pour répondre de façon « cohérente » aux nombreuses demandes de sécurisation émanant des organisations internationales présentes à Bruxelles.

Cette étude à l'initiative du CEOI a été lancée par perspective.brussels (le Bureau bruxellois de planification) au nom de la Région Bruxelles-Capitale. Les institutions européennes ont été associées au processus de sélection du Bureau d'étude, en tant qu'observateur. Le CEOI a accueilli la première réunion du Comité d'accompagnement réunissant les représentants des institutions, les communes et la Région. Les résultats finaux de cette étude sont attendus pour mi-2017. Le CEOI veille également à ce que les premières recommandations de cette étude soient intégrées dans le cadre du projet de réaménagement du Rond-point Schuman.



Dans l'attente des résultats de cette étude portant sur la sécurité dans le Quartier européen, le CEOI a été saisi de **plusieurs mesures sécuritaires transitoires** demandées par les institutions européennes, notamment lors du Sommet GRBC-UE. Grâce à la médiation du CEOI, certaines ont déjà reçu une autorisation (piétonisation d'un tronçon de la rue Wiertz, sécurisation de certaines voiries), d'autres ont été autorisées sous conditions (suppression de places de stationnement dans des périmètres sensibles) et les restantes sont en attente de traitement (sécurisation autour de certains bâtiments). Le CEOI continue à suivre et coordonner ces demandes.



Le CEOI a été associé à plusieurs réunions portant sur le développement du **nouveau plan de vidéosurveillance régional**. Ce dernier a été présenté par le BPS aux institutions européennes afin d'y intégrer le placement de caméras sur les bâtiments des institutions. Le CEOI participe aux réunions clés organisées par le BPS et en assure le suivi auprès des européens.

4 Représentations régionales

4.1 Attestation pour les représentations régionales et locales

En 1991, la Région de Bruxelles-Capitale a créé une attestation destinée aux représentations régionales et locales établies sur le territoire bruxellois. Cette attestation est délivrée par le Ministre des Relations Extérieures. Dans le passé, la gestion et l'octroi de ces attestations étaient pris en charge par le Bureau de Liaison Bruxelles-Europe. C'est aujourd'hui le CEOI qui s'en occupe.

Confirmation officielle de la présence d'une représentation régionale à Bruxelles, l'attestation se veut un moyen d'aider la représentation détentrice dans ses contacts avec les autorités régionales bruxelloises ou locales, avec certains prestataires de services (banques, opérateurs téléphoniques) et même avec les institutions européennes. Chaque année, le Ministre des Relations Extérieures délivre ce document «facilitateur» aux délégations officielles des villes, régions et réseaux à statut public qui en font la demande. L'attestation reconnaît chaque entité en tant que représentant officiel de l'autorité demandeuse, mais n'implique aucune responsabilité juridique ou financière dans le chef de la Région de Bruxelles-Capitale. Ce sont aujourd'hui 234 représentations régionales et locales qui reçoivent cette attestation chaque année.



Le CEOI a examiné en 2016 la possibilité de créer pour ces représentations un statut particulier qui serait notamment assorti de l'octroi d'une série de privilèges et immunités (régionaux). Cependant, à cause de la grande hétérogénéité de ces représentations et de la diversité institutionnelle des statuts dans leur pays d'origine respectif, cela semble juridiquement très difficile à réaliser.

4.2 Réunion avec les représentations régionales britanniques à Bruxelles concernant les conséquences potentielles du Brexit pour leur présence en Belgique (05/10/2016)

Organisée par le *Bristol Brussels Office*, cette réunion s'est tenue au *London's European Office*. Étaient présents à cette réunion : *Southern England Local Partners*, *Cornwall Brussels Office*, *Scotland Europa*, *Coventry University Brussels Office*, *Local Government Association*, *White Rose Brussels Office (Universities of Leeds, Sheffield & York)*, *Convention of Scottish Local Authorities-COSLA*, *Southern England Local Partners*, *Kent County Council*, *London's European Office*, *Liverpool City Region Brussels Office*, *Welsh Local Government Association* et *East of England European Partnership*.

Les personnes présentes ont manifesté une inquiétude certaine concernant leur avenir en Belgique, les conséquences éventuelles du Brexit sur le droit de séjour des ressortissants britanniques en Belgique et, par extension, sur les possibilités d'acquisition de la nationalité belge (problématique détaillée ci-après dans la partie «Expat Welcome Desk»). La libre circulation des personnes au sein de l'UE occupera de toute évidence une place importante dans les négociations relatives au Brexit, étant donné qu'un des principaux enjeux du référendum concernait l'immigration intra-UE.

En ce qui concerne les résidents de longue date, il est peu probable que l'on touche à leur statut de séjour. Néanmoins, à long terme, beaucoup de choses pourraient changer sur le plan de la libre circulation des personnes. Si le Royaume-Uni se retire de l'Union européenne et ne négocie aucun statut particulier, les ressortissants britanniques deviendront, aux yeux de la loi belge, des ressortissants «de pays tiers» avec toutes les conséquences qui en découlent en matière de droit de séjour.

De nombreux ressortissants britanniques s'informent sur les modes d'acquisition de la nationalité belge. D'aucuns se sont dits préoccupés par le fait que l'interprétation par les communes des conditions fixées dans la nouvelle loi sur l'acquisition de la nationalité n'est pas toujours unanime. Ainsi, certaines communes ne sont pas bien familiarisées avec l'application de dispositions spécifiques plus complexes que celles de la législation précédente et qui participent à un renforcement général de la procédure.

5. Perspectives pour 2017

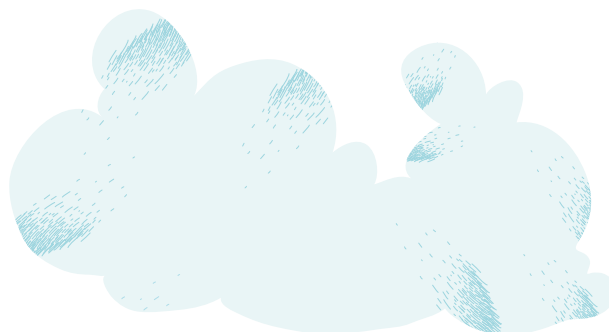
Il est important de garder un œil sur les **pratiques innovantes mises en place par d'autres métropoles internationales** accueillant des sites sensibles dans le cadre de la politique de siège, notamment en ce qui concerne les pratiques d'intégration et de coordination des mesures de sécurité, l'aménagement du territoire et la gestion de l'espace public ou la politique d'accueil.

De futurs contacts pourraient donc être pris à l'initiative du CEOI avec Strasbourg, La Haye, Vienne, New York, Paris, Rome, Frankfort, Luxembourg, etc.

L'organisation d'un «**Midi de l'Urbanisme**» sur les enjeux du QE permettrait aux acteurs régionaux impliqués dans la gestion du Quartier européen de partager leur expertise et leur vision, notamment avec les administrations concernées plus sporadiquement par cette thématique.

Sur le long terme, la **création d'un réseau européen ou international** regroupant les villes à vocation internationale serait souhaitable afin de favoriser l'échange d'informations sur ces thématiques précises. Ce réseau pourrait se réunir une fois par an.





En parallèle, des **échanges d'informations** pourraient également être organisés sous forme de **séminaires**. On pourrait notamment penser à un cycle de formation sur une série de thèmes : les modalités de sécurité des espaces publics, la gestion des sommets/grands flux, les techniques de sécurisation de bâtiments publics, les projets pilotes pour la gestion de crise, etc.

Le CEOI s'engage à maintenir une réflexion sur le rôle de **Bruxelles comme capitale internationale**.

Un dialogue récurrent avec les institutions censées développer des antennes ou des centres supplémentaires est recommandé (rapatriement des agences décentralisées suite au Brexit, nouveaux centres UN, etc.).

Le **«Manuel pratique du régime des privilèges, immunités et autres facilités pour les organisations internationales»** initié par le CEOI en collaboration avec le CIPS pourrait être finalisé et ensuite disséminé comme un outil important, une sorte de référence pour notre public cible.

Dans ce cadre, le CEOI estime qu'il est nécessaire de réaliser **un «modèle» de dossier de candidature bruxellois**, initiative pour laquelle il se tient volontiers à disposition.



Expat Welcome Desk



L'Expat Welcome Desk (EWD) assure un accueil et un service d'assistance administrative aux bénéficiaires de tous ceux qui viennent travailler à Bruxelles au sein ou autour des institutions européennes et internationales. De ce fait, il participe intégralement à la politique de siège mise en place par le Commissariat à l'Europe et aux Organisations Internationales (CEOI).



3 MOYENS POUR VOUS AIDER

- > Par téléphone : +32 (0)2 430 66 00
- > Par e-mail : info@commissioner.brussels
- > Sur rendez-vous

2 BUREAUX

- > Au siège de notre ASBL :
63 avenue d'Auderghem à 1040 Etterbeek
- > A notre antenne au Parlement européen



5 RAISONS DE FAIRE APPEL À NOUS

1. Gratuité
2. Service public indépendant
3. Plurilinguisme (FR, NL, EN)
4. Guichet unique
5. En lien direct avec les administrations locales, régionales et fédérales



1. Méthode

L'EWD offre à ses visiteurs des conseils individuels par e-mail, par téléphone, mais aussi lors de rendez-vous. Il s'agit d'un service gratuit, donné en trois langues (FR, NL, EN). Les sujets traités sont variés et portent principalement sur les matières suivantes : le logement, l'inscription et le séjour, les taxes et les impôts (voir « statistiques »).

Outre le traitement quotidien des questions posées, l'EWD organise des sessions d'information à l'intention de groupes cibles comme les stagiaires des différentes institutions européennes, les conjoints des nouveaux fonctionnaires, le personnel diplomatique, etc. En effet, durant cette année 2016, l'EWD a étendu son champ d'action aux ambassades en organisant divers séminaires destinés spécifiquement à leurs membres.

Afin d'assurer un service efficace et de qualité, l'EWD collabore étroitement avec une série d'instances officielles comme l'Office des étrangers, le SPF Affaires étrangères, les communes bruxelloises, le SPF Finances, Bruxelles Économie Emploi...

L'EWD dispose de deux bureaux où travaillent trois personnes :

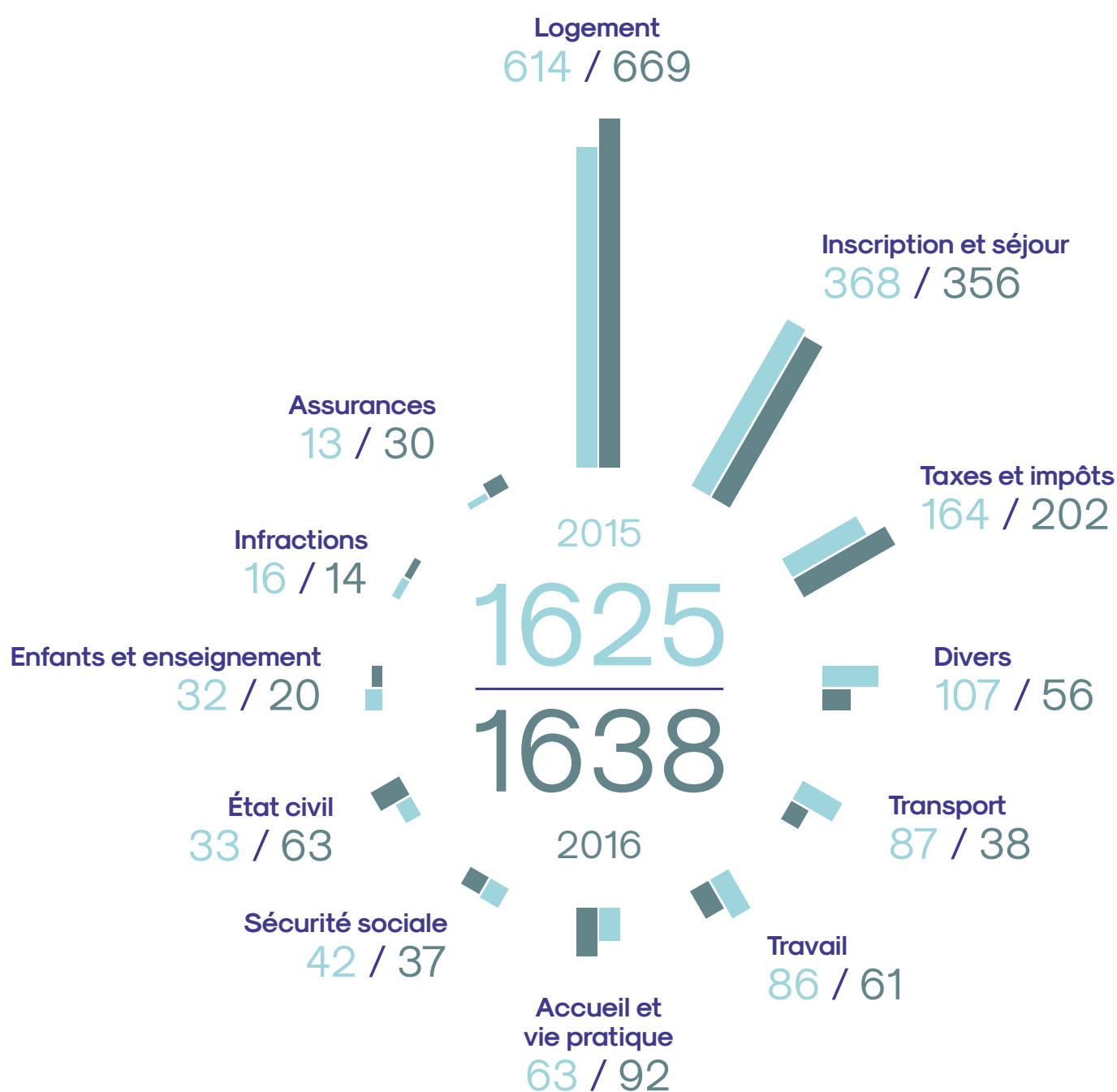
Amélie BOVY - Conseillère juridique et **Hélène JACUB** - Assistante au bureau principal ; **Annick DE BLESER** - Assistante délocalisée à notre antenne au Parlement européen (PE). Le bureau principal se situe au siège du CEOI, 63 avenue d'Auderghem à Etterbeek tandis qu'un second bureau se situe dans le bâtiment principal du Parlement européen, au rez-de-chaussée.

Notre antenne au sein du Parlement européen nous positionne comme l'interlocuteur de première ligne pour l'écoute et l'accueil de ses membres : stagiaires, assistants parlementaires, contractuels, fonctionnaires, députés. Cette proximité permet de renforcer les liens entre le CEOI et le Parlement européen.



2. Statistiques

Nombre de dossiers de l'EWD par thème, sur une période de deux ans (2015 et 2016) :



Top 3 des questions traitées en 2016 en comparaison avec 2015

LOGEMENT



- 237 relectures de baux
- 183 litiges
- 112 ruptures de baux



- 230 relectures de baux
- 150 litiges
- 123 recherches de logement

INSCRIPTION ET SÉJOUR



- 242 inscriptions en commune
- 31 demandes de visas
- 30 demandes de regroupement familial



- 236 inscriptions en commune
- 39 infos sur la carte d'identité spéciale
- 36 demandes de visa

TAXES ET IMPÔTS



- 150 impôts (personne physique, déclaration fiscale)
- 31 taxe régionale
- 13 taxe de seconde résidence



- 114 impôts (personne physique, déclaration fiscale)
- 28 taxe régionale
- 11 taxe d'immatriculation

3

Problématiques traitées en 2016

3.1 La Carte d'Identité Spéciale (CIS)

Les institutions européennes ont consulté le CEOI en vue d'obtenir une liste des avantages et inconvénients de la carte d'identité spéciale délivrée par le SPF Affaires étrangères, afin d'informer au mieux leurs fonctionnaires des conséquences d'une telle carte par rapport à un titre de séjour délivré par la commune. Le CEOI a pris contact avec la Direction du Protocole des Affaires étrangères afin que cette liste soit établie. Cette question fût notamment à l'ordre du jour de la «journée formation» organisée par le CEOI à l'intention des responsables des services de la population et de l'état civil des 19 communes (voir ci-après).

Les avantages

- La CIS donne droit à une franchise de première installation
- Il n'y a pas de soumission aux dispositions limitant l'immigration et aux formalités d'enregistrement des étrangers. Concrètement, il n'est pas nécessaire de se présenter au service population de son administration communale
- Il n'y a pas de soumission à la réglementation relative à l'emploi des travailleurs étrangers ce qui implique une dispense de permis de travail pour les travailleurs non européens
- C'est un permis de séjour pour la zone Schengen, bien qu'il faille toujours l'accompagner d'un passeport valide
- La CIS est gratuite
- Rapidité d'émission de la carte (+/- 4 semaines)
- Facilité d'accès au séjour pour les cohabitants légaux non-européens
- Le titulaire peut choisir de faire indiquer ou non son adresse privée sur la carte d'identité spéciale
- Symbolique du statut «privilegié»

Les inconvénients

- La CIS ne possède pas de puce électronique
- La CIS est un titre de séjour provisoire, lié au contrat de travail du titulaire
- La CIS n'est pas prise en compte dans le calcul des années passées en Belgique pour l'acquisition de la nationalité belge
- Interdiction pour les membres de familles titulaires d'une CIS d'exercer une activité lucrative
- La CIS ne permet pas de faire un engagement de prise en charge pour inviter des personnes de pays tiers (excepté les membres de famille jusqu'au deuxième degré)
- La CIS ne mentionne pas le numéro de registre national du titulaire, indispensable pour diverses démarches administratives
- Le délai d'inscription au registre national est plus long
- La CIS ne donne pas droit à l'allocation de chômage communautaire



La question du choix entre la CIS et le titre de séjour de la commune a pris de l'ampleur suite à la non reconnaissance des autorités belges de la CIS comme séjour légal au sens du Code de la nationalité. En effet, de nombreux fonctionnaires européens ont pris alors conscience des implications de cette carte d'identité spéciale et se sont intéressés de plus près à sa valeur.

Dans les faits, on remarque que les fonctionnaires qui entrent en fonction choisissent généralement la CIS étant donné que cette carte est un prérequis pour obtenir une exemption de TVA sur une série de biens durant 12 mois pendant les deux premières années de leur installation. Par la suite, ils ne pensent pas à restituer la CIS pour s'inscrire à la commune et la conservent durant des années. On peut ainsi comprendre l'étonnement de nombreux fonctionnaires demeurant à Bruxelles depuis de longues années et qui n'étaient pas au courant des implications de cette carte.

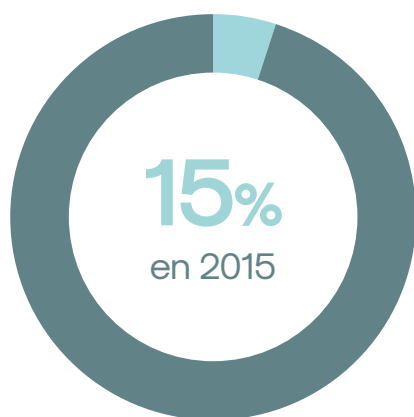
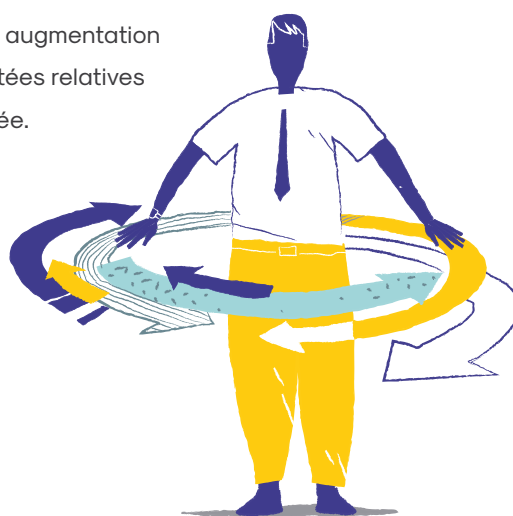
Au vu de ce problème, la Direction du Protocole des Affaires étrangères collabore avec le SPF Finances et les différentes institutions européennes afin d'élaborer un système qui permettrait aux fonctionnaires européens de pouvoir directement s'inscrire à la commune tout en conservant leur franchise de première installation. Par ailleurs, une nouvelle réglementation liée au registre national est en cours de discussion en vertu de laquelle le Protocole deviendrait le gestionnaire des données relatives aux fonctionnaires internationaux dans le registre national. Ces deux projets en cours seront suivis de près par le CEOI.



3.2 Obtention de la nationalité belge par les fonctionnaires européens

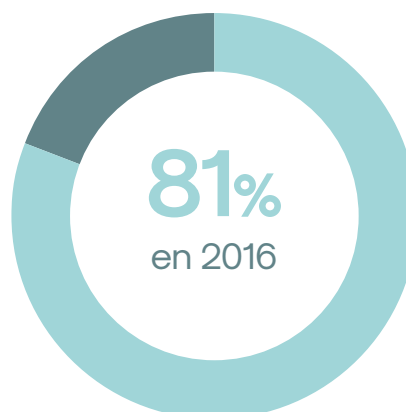
Depuis l'annonce du Brexit, les institutions européennes consultent ponctuellement l'EWD du CEOI concernant la problématique d'obtention de la nationalité belge par les fonctionnaires européens.

Le diagramme ci-dessous témoigne d'une augmentation considérable du nombre de questions traitées relatives à la nationalité par rapport à l'année passée.



En 2015, **15%** des dossiers «état civil» étaient relatifs à la question de nationalité. Soit 5 dossiers sur 33.

En 2016, le pourcentage s'élève à **81%**. Soit 51 dossiers sur 63.



Cadre légal

Depuis le 1^{er} janvier 2013, les procédures d'acquisition de la nationalité belge ont été modifiées. En effet, la loi du 4 décembre 2012 réduit le nombre élevé de procédures d'acquisition de la nationalité belge en les ramenant à quatre procédures :

- 1/ La déclaration de nationalité d'un étranger né en Belgique ;
- 2/ La procédure courte de déclaration de nationalité après cinq années de séjour légal :
 - assorti d'une intégration sociale et d'une participation économique ;
 - assorti d'une intégration sociale pour l'étranger qui est marié avec une personne de nationalité belge, si les époux ont vécu ensemble en Belgique pendant au moins trois ans, ou est le parent d'un enfant belge mineur ou mineur non émancipé ;
 - pour les personnes handicapées, invalides ou ayant atteint l'âge d'admission à la pension.
- 3/ La procédure longue de déclaration de nationalité après dix années de séjour légal ;
- 4/ La naturalisation dans des cas exceptionnels lorsque l'on peut justifier de mérites exceptionnels pouvant apporter une contribution particulière au rayonnement international de la Belgique, et pour les apatrides.

Les étrangers qui résident en Belgique et veulent devenir Belges doivent constituer à cet effet un dossier auprès du service de l'état civil de leur commune. Une fois que tous les documents nécessaires sont réunis, le demandeur doit signer une déclaration manuscrite, rédigée dans les termes suivants : « *Je déclare vouloir acquérir la nationalité belge et me soumettre à la Constitution, aux lois du peuple belge et à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales* ». La commune transmet ensuite la demande au procureur du Roi qui statue dans les quatre mois.

Exposé des faits

En pratique, on remarque que les citoyens européens recourent principalement à deux procédures afin d'obtenir la nationalité belge : d'une part, la procédure « courte » de 5 années de séjour légal assorti d'une intégration sociale et d'une participation économique, et d'autre part, la procédure « longue » de 10 années de séjour légal. Chacune de ces procédures requiert des conditions particulières qui, dans la pratique, posent plusieurs problèmes pour les fonctionnaires européens :



Première problématique commune à la procédure de 5 et 10 ans : non reconnaissance des cartes d'identité spéciales comme séjour légal au sens du Code de la nationalité (art.7 bis §2 2°).

Les eurofonctionnaires jouissent d'un statut juridique spécial régi par le statut des fonctionnaires des Communautés européennes ainsi que par le Protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes du 8 avril 1965, en application duquel une carte d'identité spéciale leur est octroyée.

Cette CIS est octroyée par le SPF Affaires étrangères qui met un listing des titulaires de cette carte à disposition du SPF Finances afin de permettre au fonctionnaire l'exemption de TVA lors de son installation en Belgique. Les articles 3 et 4 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 énumèrent de façon exhaustive les documents de séjour qui peuvent être pris en considération pour le calcul des années de résidence en Belgique, en tant que preuve du séjour légal pour acquérir la nationalité belge. Or, la CIS n'y est pas reprise.

Alors que l'Office des étrangers prend en compte les années de résidence sous CIS afin de délivrer un séjour permanent aux fonctionnaires européens (en vertu de la circulaire du SPF Intérieur du 20/02/2013), on constate que ces mêmes années de résidence sous CIS ne sont pas prises en compte pour l'obtention de la nationalité belge. Concrètement, cela signifie qu'à l'heure actuelle un fonctionnaire européen ayant vécu 20 ans en Belgique, de manière permanente, ne peut pas accéder à la nationalité belge s'il n'est pas en possession d'un titre de séjour de la commune.



Deuxième problématique spécifique à la procédure de 5 ans : non reconnaissance des journées de travail des fonctionnaires européens au sens du Code de la nationalité (art.1 §2 7° + renvoi aux articles 37 et 38 de l'Arrêté Royal du 25/11/1991 portant sur la réglementation du chômage).

En effet, la procédure «courte» requiert de prouver à la fois son intégration sociale en démontrant cinq années de travail sans interruption au moment de la demande, mais également sa participation économique, à savoir 468 jours de travail prestés au cours des cinq dernières années. Or, ne sont assimilées par le législateur que les journées de travail soumises à la sécurité sociale belge, ce qui exclut les fonctionnaires européens qui ne cotisent pas à la sécurité sociale belge.



Troisième problématique : disparité au sein des communes quant à l'interprétation de la loi.

Au-delà des deux problématiques exposées ci-avant, il convient de souligner que l'interprétation par les communes des conditions fixées dans la nouvelle loi sur l'acquisition de la nationalité n'est pas toujours unanime et certaines communes ne sont pas bien familiarisées avec l'application de dispositions spécifiques qui sont plus complexes que celles de la législation précédente et procèdent en fait à un renforcement général de la procédure. Plusieurs demandeurs qui ont introduit un dossier auprès de leur commune nous ont signalé un manque de connaissance de la part des agents communaux de la procédure longue de déclaration de nationalité, des critères d'intégration, du mode de preuve de l'intégration sociale ainsi que des connaissances linguistiques requises. La nouvelle loi sur la nationalité et son application concrète ont dès lors également figuré à l'agenda de la «journée de formation pour les 19 communes» organisée par le CEOI (voir ci-après).

Interventions du CEOI

Le Directeur général du personnel du Parlement européen a pris contact avec le Commissaire à l'Europe au mois de septembre 2016, et a sollicité son aide afin d'interpeller les autorités compétentes par rapport aux problèmes rencontrés par l'ensemble des fonctionnaires européens désireux d'acquérir la nationalité et face à leurs interrogations quant au système appliqué. Le Commissaire a ainsi fait écho de cette problématique d'acquisition de la nationalité belge par les fonctionnaires européens auprès du Premier ministre. Ce dernier a souligné que les fonctionnaires européens restent libres de demander une inscription dans leur commune de résidence plutôt qu'à la Direction du Protocole. Par ailleurs, concernant la situation particulière des fonctionnaires britanniques, il convient d'attendre les négociations futures relatives à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Le CEOI a également obtenu l'avis du Ministère de la Justice qui rappelle que l'objectif de la loi sur la nationalité est qu'un étranger ne peut prétendre à l'obtention de la nationalité belge qu'à partir du moment où il jouit d'un statut de séjour stable sur le territoire. La durée de validité de la carte d'identité spéciale d'un fonctionnaire européen étant limitée à la durée de sa fonction, elle ne répond pas aux exigences de l'article 7 bis §2 du Code de la nationalité en termes de droit de séjour «illimité». De plus, le Ministère de la Justice souligne également que les fonctionnaires européens ont toujours la possibilité de demander, en lieu et place de la CIS, la délivrance d'un titre de séjour «ordinaire» (carte E ou E+ après 5 ans de séjour) leur reconnaissant un droit de séjour en tant que citoyen de l'Union.

Enfin, le CEOI a fait appel à l'expertise de l'Association pour le droit des étrangers (ADDE) afin de traiter la question de l'acquisition de la nationalité belge par des fonctionnaires européens lors de la «journée formation des communes» il est question ci-après. Lors de son exposé, la juriste de l'ADDE a souligné l'existence d'une jurisprudence favorable à la reconnaissance de la carte d'identité spéciale délivrée par le Protocole des Affaires étrangères comme séjour légal au sens du Code de la nationalité belge, mais cela nécessite que les tribunaux soient saisis de ces affaires. Or, il apparaît qu'en pratique certaines communes déclarent «non recevables» les dossiers ne laissant ainsi aucune chance au tribunal d'avoir éventuellement un autre avis que celui du parquet. Dès lors, il apparaît important de rappeler que chaque autorité impliquée dans le processus d'octroi de la nationalité belge, à savoir l'officier d'état civil, le parquet, les tribunaux, joue un rôle spécifique le respect garantit l'accès des voies de recours, essentielles en présence d'une loi qui soulève encore de nombreuses interprétations.

Conclusion

A ce jour, à l'exception du mariage avec un(e) Belge, qui est soumis à d'autres délais, les fonctionnaires de l'Union européenne qui veulent acquérir la nationalité belge doivent séjourner 10 ans en Belgique APRÈS avoir échangé leur carte d'identité spéciale contre une carte E+. Ils doivent par ailleurs prouver leur connaissance d'une des trois langues nationales et prouver leur participation à leur communauté d'accueil. Cette dernière preuve pouvant se rapporter par toute voie de droit (scolarité des enfants, implication dans le vie associative...). Le CEOI suivra de près ce dossier tout au long de l'année 2017.

4 Journée de formation des agents des services état civil et population des 19 communes

Le 23 novembre 2016 une nouvelle formation pour les agents des services état civil et population des 19 communes bruxelloises ainsi que les services du personnel des institutions européennes, a eu lieu au Parlement européen. En effet, les séances déjà organisées en 2001, 2004, 2005, 2008 et 2011 (au temps du Bureau de Liaison Bruxelles-Europe) avaient connu un franc succès. Suite aux évolutions récentes, le CEOI a jugé opportun de renouveler l'initiative avec un contenu adapté.

Objectif

Comme par le passé, cette formation a pour objectifs de :

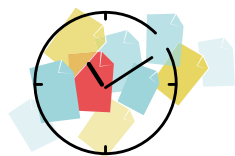
- Permettre aux fonctionnaires communaux d'approfondir et de mettre à jour leurs connaissances en matière de problèmes administratifs relatifs aux ressortissants européens. La formation devrait ainsi mener à un meilleur accueil dans les communes et renforcer l'efficacité du service ;
- Mettre en valeur les fonctionnaires communaux, notamment par un accueil au Parlement européen et au restaurant des députés ;
- Permettre aux fonctionnaires communaux de rencontrer leurs collègues d'autres communes ainsi que les responsables des services du personnel des différentes institutions européennes avec qui ils sont souvent en contact par téléphone.

En d'autres termes, par cette initiative le CEOI vise non seulement à améliorer l'image de Bruxelles et des communes bruxelloises auprès des Européens, mais également à améliorer l'image de l'Union européenne auprès des fonctionnaires communaux.

Réunions préparatoires

Le 17 février, le CEOI a invité dans ses locaux les échevins bruxellois de l'état civil et de la population, ainsi que les échevins des affaires européennes afin de leur présenter entre autres le projet de «journée formation des communes» auquel le CEOI souhaitait vivement associer leurs communes.

Le 12 septembre, le CEOI a organisé une réunion préparatoire en présence des représentants des différentes institutions européennes, de l'Office des étrangers, des responsables du service des étrangers des communes d'Etterbeek et de la Ville de Bruxelles ainsi qu'un représentant de la Direction du Protocole des Affaires étrangères. Lors de cette réunion, les sujets et problématiques à aborder lors de la formation ont été discutés. C'est sur cette base que le programme suivant a été établi.



Programme

8h30 Accueil des participants

9h00 Introduction par **Alain HUTCHINSON**,
Commissaire à l'Europe et aux Organisations
Internationales :

«Présentation du Commissariat à l'Europe et aux
Organisations Internationales»

et

«Présence et impact de l'Union Européenne à
Bruxelles»

9h30 **Geert DE BUCK**, Expert, Comité
Interministériel pour la Politique du Siège (CIPS) :
«Le Protocole sur les Privilèges et Immunités (PPI) :
raison d'être»

9h50 **Bregt VYNCKE**, Direction du Protocole
(Privilèges et Immunités), SPF Affaires étrangères :
«L'inscription des fonctionnaires internationaux
selon le Protocole des Privilèges et Immunités :
la carte d'identité spéciale et les futurs
changements»

10h30 Pause-café

10h45 Office des étrangers (**Chantal GODIN**
et **Frédéric DUTERME** - Long séjour européens et
Yves KEIL - Regroupement familial) :

«Le séjour des fonctionnaires européens et leur
famille sous le droit commun»

11h30 **Fabio GALATIOTO**, Chef d'unité
des relations avec le personnel au Parlement
européen et **Alexis GEORGIOULIS**, responsable
du service des étrangers de la Ville de Bruxelles :
«Expérience d'une antenne communale décen-
tralisée au sein du Parlement européen»

11h45 **Caroline APERS**, Juriste, Association
pour le droit des étrangers (ADDE) :
«Acquisition de la nationalité belge pour les fonc-
tionnaires européens : état de la question»

12h15 Questions-Réponses

12h30 – 14h00 Déjeuner

Le CEOI

Politique de siège

Expatri Welcome Desk

Voyages d'étude



Participants

A la différence des éditions précédentes, la formation s'adressait prioritairement aux responsables et adjoints principaux des services état civil, population et étranger et non à l'ensemble du personnel travaillant au sein de ces services. Certains exposés étant très techniques, notamment la matière liée au séjour des ressortissants européens, il est indispensable que des personnes de référence, à savoir les chefs de service, soient ciblés par cette formation afin qu'ils puissent ensuite transmettre l'information à leurs agents. Un syllabus reprenant les présentations de tous les intervenants a d'ailleurs été distribué aux participants. Les échevins de l'état civil des 19 communes ont également été conviés à cette journée. Par ailleurs, toutes les communes bruxelloises ont été représentées par au minimum deux personnes (service population et service étrangers). Une vingtaine de fonctionnaires européens responsables des services du personnel des différentes institutions européennes ainsi que six représentants de chaque zone de police de la Région de Bruxelles-Capitale ont également participé à la matinée de formation.

127
personnes
ont participé
à la journée
de formation.



Organisation

Cette formation s'est déroulée sur une seule matinée au lieu de quatre comme auparavant.

En effet, l'organisation de quatre journées de formation est logistiquement très lourde à gérer, notamment depuis le renforcement des mesures de sécurité du Parlement européen compliquant l'accès au bâtiment de l'ensemble des participants. Le CEOI a collaboré avec le Bureau d'information et le *Staff Information Desk* du PE pour l'organisation de l'évènement (salle, badges d'entrée, traducteurs...). La formation s'est clôturée par un déjeuner dans le restaurant des députés.



Conclusion

La sixième édition de la «journée de formation des communes» a connu un franc succès. Les thèmes abordés ont suscité beaucoup d'interactions de la part des participants, tant du côté des fonctionnaires communaux que des fonctionnaires européens des services du personnel. Cela a permis de mettre en évidence les problèmes rencontrés sur le terrain par les agents qui traitent de l'inscription des fonctionnaires internationaux et de proposer certaines solutions.

Durant l'année 2017, le CEOI prendra contact avec le Groupe de Travail Intercommunal (GTI 19) afin d'organiser une réunion de travail sur certains aspects techniques liés à la gestion de l'inscription des fonctionnaires internationaux. Notre volonté est de tendre à une harmonisation des procédures appliquées au sein des 19 communes bruxelloises en matière d'inscription des fonctionnaires internationaux. Par ailleurs, cette formation a également mis en évidence la disparité qu'il existe entre les communes dans la façon de gérer les dossiers en matière d'acquisition de la nationalité belge par les fonctionnaires européens, certaines communes refusant de considérer un dossier comme complet sachant à l'avance que les pièces déposées ne seront pas acceptées par le parquet. Un courrier sera adressé au Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale début de l'année 2017 afin de lui faire état de la question. Enfin, cette journée de formation fût l'occasion de réitérer notre invitation aux différentes communes de prendre part au projet pilote d'antenne communale décentralisée au sein de notre bureau au Parlement européen, à raison d'une permanence une fois par semaine.

5 Séminaires

En fonction des demandes qui nous sont faites, l'EWD organise divers séminaires sur des thèmes précis à l'intention de groupes cibles. Ces séminaires sont animés par des spécialistes auxquels l'EWD fait appel afin de préparer au mieux les sujets à aborder. Les séminaires sont en général organisés dans les locaux du CEOI, mais peuvent parfois avoir lieu à l'extérieur (par exemple au sein des institutions européennes).



«Lunchtime session» sur «Private Rental Contracts» au Parlement européen

11 janvier

Le *Staff Information Desk* du Parlement européen a contacté l'Expat Welcome Desk au mois d'octobre 2015 afin de l'aider à organiser un séminaire sur les contrats de baux locatifs. L'EWD a pris contact avec le syndicat des locataires, avec qui il collabore dans le cadre de plusieurs dossiers locatifs, afin de lui proposer d'animer ce séminaire.

Raphaël EL GHRAIBI, juriste au syndicat des locataires et responsable des formations, a accepté l'invitation. Ensemble, nous avons défini les différents points à aborder durant ce séminaire : ce qu'il faut savoir avant de signer un contrat de bail, comment mettre fin à son contrat, l'état des lieux, comment réagir en cas de problèmes avec son propriétaire...

Le séminaire a eu lieu le 11 janvier 2016 au Parlement européen sous forme d'une *lunchtime session* (de 12h30 à 14h00 avec des questions-réponses). L'exposé s'est donné en français avec une présentation PowerPoint en anglais. Des sujets très concrets ont été traités qui ont suscité de nombreuses questions de la part des septante participants.

«Networking Meetings of Diplomatic Liaison Personnel in Brussels» au CEOI

2 février et 12 octobre

Organisées à l'initiative de l'Ambassade d'Allemagne et de la Représentation permanente allemande en collaboration avec le CEOI ; ces réunions regroupent les «family officers» de différentes ambassades le rôle est d'accueillir les nouveaux membres du personnel et leurs familles. Deux réunions ont été organisées en 2016 sur des thèmes différents dans les locaux du CEOI.



«2nd Networking Event» : le 2 février

Lors de cette deuxième édition, dix ambassades étaient représentées et de nouveaux participants comme la Roumanie et la Nouvelle-Zélande étaient présents. La réunion a été animée par plusieurs intervenants. Un membre de l'Institut Professionnel des Agents Immobiliers (IPI) a présenté le statut d'agent immobilier en Belgique. Une agence immobilière a exposé comment rechercher et louer un bien en Belgique. Enfin, le *Welcome Office* de la Commission européenne (service interne d'accueil administratif) a présenté les différentes actions qu'il menait afin d'intégrer leurs nouveaux membres et familles. Cet événement a suscité de la part des participants beaucoup de questions portant notamment sur les contrats de location (état des lieux, garantie locative, clause diplomatique) et l'inscription à la commune des experts nationaux détachés (END).

«3rd Networking Event» : le 12 octobre

Lors de la troisième édition, les sujets suivants ont été traités : la TVA pour le personnel diplomatique (Alain VAN DELSEN, Conseiller-Directeur au SPF Finances) et le rôle d'un secrétariat social pour les missions diplomatiques (Hugues THIBAUT, Responsable du département international chez Group S). L'information présentée sur ces sujets techniques a été d'une grande utilité pour les participants qui ont pu poser de nombreuses questions aux orateurs. Cette troisième édition comptait quarante participants.



Séminaire «How to fill in your annual tax return?» au CEOI

2 juin

Le 2 juin, l'EWD a organisé un séminaire sur le thème suivant : «Comment remplir votre déclaration fiscale belge ?». Deux orateurs ont animé le séminaire. Le fiscaliste Eric LAURENT (ERYV) a traité de plusieurs sujets tels que : quels impôts sont prélevés sur votre salaire ? Qu'est-ce que la *fiche 281.10* ? Comment déclarer les revenus étrangers ? Hugues THIBAUT (Groupe S) a fait quant à lui un bref exposé sur la notion de salaire (brut-net) et les avantages en nature. Cet événement a réuni une quarantaine de participants.

6 Sessions d'information

Tout au long de l'année l'EWD prend part à des sessions d'informations et divers événements destinés à la communauté internationale.

Accueil des stagiaires des institutions européennes



Chaque année près de 2000 stagiaires (officiels) majoritairement européens viennent à Bruxelles pour travailler au sein des différentes institutions européennes. L'EWD a accueilli tout au long de l'année 2016 les stagiaires du Parlement européen, du Conseil de l'UE, du Comité Economique et Social européen et du Comité des Régions. Chaque institution accueille deux séries de stagiaires par an. Les présentations ont eu lieu au mois de février/mars ainsi qu'en septembre/octobre.

Une présentation «*Trainee? Welcome to Brussels*» a été donnée avec visit.brussels à chaque session. Elle est également disponible online : <https://prezi.com/hsahrdhkh4d2/trainee-welcome-to-brussels/>

Des «welcome packs» ont également été distribués par visit.brussels.

University of Kent 13 janvier et 21 septembre

Deux sessions d'information ont été données aux étudiants de la *University of Kent* par la conseillère juridique de l'EWD ainsi que par le responsable «Europe» de visit.brussels. La présentation «*Student ? Welcome to Brussels*» est disponible online et se compose de deux parties : une partie culturelle/vie pratique et une partie administrative.
<https://prezi.com/tr2cclag6601/student-welcome-to-brussels/>



«Info Day» à la Commission européenne

16 mars

Organisée au Berlaymont (Piazza) par le bureau d'accueil de la Commission européenne, l'Info Day est une journée d'information dédiée aux nouveaux arrivants lors de laquelle de nombreux stands sont présents : services internes de la Commission (PMO, écoles...), associations d'expatriés, plusieurs communes et institutions bruxelloises. À la demande de la Commission européenne, c'est le CEOI qui se charge d'inviter les 19 communes bruxelloises à l'évènement.

«Coffee morning» pour les conjoints des fonctionnaires

7 avril, 9 juin, 15 novembre

Le Parlement européen ainsi que la Commission européenne organisent, une à deux fois par an, des sessions d'information ciblées pour les conjoints et partenaires des nouveaux fonctionnaires et agents auxquelles l'EWD est associé. Les sujets récurrents traités lors de ces sessions portent sur l'inscription à la commune, la carte d'identité spéciale et la recherche d'un travail. Une présentation dédiée spécifiquement à ce groupe cible est donnée par l'EWD et est disponible online : <https://prezi.com/oe3zlh3zvhw/spouses-welcome-to-brussels/>

Session d'information pour la Représentation permanente de l'Irlande auprès de l'UE

27 octobre

À la demande du service du personnel de la Représentation permanente de l'Irlande auprès de l'UE, l'EWD a donné une présentation «Welcome to Brussels» reprenant des sujets pratiques destinés aux diplomates pour qui les règles, notamment en matière de séjour, sont différentes de celles des fonctionnaires européens. Suite à cette première édition, il a été décidé que cette session d'information se donnerait une fois par an, lors de l'arrivée de la plupart des nouveaux diplomates.

7

Perspectives pour 2017

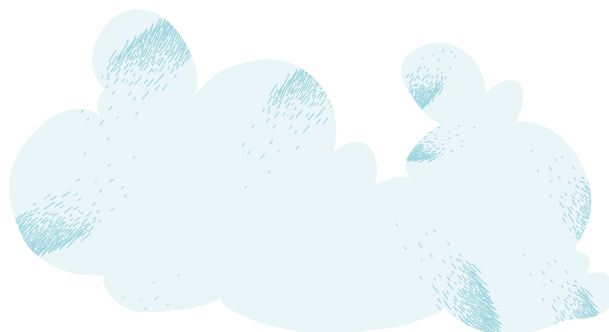
Dans le courant de l'année 2017, plusieurs réunions et projets seront organisés :

Séminaire «**Info session : job coaching**»
principalement à l'intention des
conjointes des diplomates.

Réunion avec le **Groupe de
Travail Intercommunal (GTI 19)**
sur les problèmes liés à la gestion
administrative des inscriptions des
fonctionnaires européens et des
chercheurs/professeurs étrangers
invités par une université bruxelloise.

Séminaire sur le thème de la
sécurité sociale en collaboration
avec l'INAMI.





Développement d'une stratégie commune de **distribution de «Welcome packs»** destinés à la communauté internationale et coordonnée par visit.brussels.

Création de **points de contacts** auprès des **organisations internationales** pour assurer une meilleure visibilité de l'EWD.

Conception d'une **nouvelle brochure pour l'EWD, de type «step by step»**, reprenant l'essentiel des informations pratiques et administratives pour s'installer à Bruxelles.

Planification et début des **travaux d'aménagement** de notre **antenne au Parlement européen** suite au déménagement de visit.brussels à *Station Europe* (ancienne gare du Luxembourg).

Le CEOI

Politique de siège

Expats Welcome Desk

Voyages d'étude



Voyages d'étude

Dessiner une politique de siège formelle et cohérente est essentiel pour permettre à Bruxelles de se profiler en tant que région à vocation internationale. Pour lancer une réflexion sur l'évolution, les défis et les responsabilités qu'implique une telle politique, le Commissariat à l'Europe et aux Organisations Internationales (CEOI) a lancé l'idée d'organiser deux voyages d'étude dans des villes expérimentées : à Genève, qui dispose d'une longue tradition de ville d'accueil des organisations internationales et à Londres, afin d'analyser les solutions innovantes qui y ont été testées pour harmoniser la convivialité de l'espace public et les impératifs de sécurisation.



1

Voyage d'étude à Genève

du 4 au 6 juillet 2016

Ce voyage d'étude, qui a vu le jour grâce à la Représentation permanente de la Belgique auprès des Nations Unies, a été organisé conjointement avec le Comité Interministériel pour la Politique de Siège (CIPS).

1.1 La présence internationale à Genève en chiffres¹

À l'instar de Bruxelles, Genève a une longue tradition de ville d'accueil des organisations internationales. Les organisations internationales y sont implantées dans un «quartier international» et ont ainsi moins d'impact sur la ville.

¹ Chiffres 2016.

**33 organisations
gouvernementales**

institutions et secrétariats internationaux

**250 organisations non
gouvernementales (ONG)**

à statut consultatif auprès des Nations Unies

**2524 réunions
internationales**

et 20 165 séances tenues auxquelles 203 391 délégués et experts ont participé

**255 délégations,
missions et
représentations permanentes**

soit 4085 employés

**24 554 fonctionnaires
internationaux**

50% se sont installés dans le canton de Genève
et 40% en France

1.2 La Plateforme «Genève Internationale»

Composée d'une série d'agences et de services fédéraux et cantonaux chargés de la politique helvétique de siège, cette plateforme s'occupe de l'accueil, de l'encadrement et de la sécurité des organisations internationales mais aussi de l'image de Genève et de la Suisse. La délégation a eu l'occasion de rencontrer chacun de ces services.



Club Suisse de la Presse (CSP)

«Hub média» chargé de promouvoir le rayonnement de Genève ainsi que l'image des institutions internationales. Il organise des conférences de presse pour les missions, les ONG et le département des Affaires étrangères lorsqu'il s'adresse à la communauté internationale.



Centre d'Accueil – Genève Internationale (CAGI)

Créé en 1996 par la Confédération helvétique et la République et canton de Genève, soutenu par des entités nationales et locales, publiques et privées, le CAGI s'occupe exclusivement de l'accueil des acteurs de la communauté diplomatique (en ce compris les fonctionnaires internationaux) ainsi que de leur famille. Le CAGI s'occupe aussi depuis peu de l'accueil du personnel des grandes organisations internationales (à l'exception de leur hébergement). Le CAGI a pour mission d'orienter et d'informer les fonctionnaires internationaux travaillant et habitant à Genève et de faciliter leur intégration. Cette équipe de 13 personnes, auxquelles viennent s'ajouter 26 bénévoles, forme un réseau d'accueil personnel pour les nouveaux arrivants. Pour ce faire, le CAGI organise des excursions, des événements, des échanges linguistiques, un service de logement et une bourse du logement. Il apporte aussi un soutien aux ONG et assure l'accueil des délégués qui viennent assister aux conférences internationales. Avec un budget annuel de 1 800 000 francs suisses et un effectif important, le CAGI peut être considéré comme le pendant suisse de l'Expat Welcome Desk du CEOI.





Fondation des immeubles pour les Organisations Internationales (FIPOI)

Cofinancée par la Confédération helvétique et par le Canton de Genève, cette fondation traite les dossiers transmis par la Représentation permanente. Elle conseille les organisations internationales et assure la gestion de leurs projets immobiliers ainsi que l'accueil de conférences internationales. Elle dépense +/-5 milliards de francs suisses par an, entre autres en accordant des prêts à des conditions favorables aux organisations internationales, ces dernières restant toutefois le maître d'œuvre étant donné que la mission de la FIPOI se limite à une mission de soutien.



Représentation permanente de Suisse – Section de la sécurité et des affaires générales

La Représentation permanente de Suisse auprès des Nations Unies est responsable de l'exécution de la politique helvétique de siège telle qu'elle est définie par le Département des Affaires étrangères de Berne.



Service du Protocole (ville de Genève)

Ce service tend à faciliter les relations entre les organisations internationales et la Ville de Genève. Il est chargé de la communication à destination de la population locale et ce, en étroite coordination avec les organisations internationales. Dans ce cadre, ce service agit en étroite concertation avec le niveau fédéral et avec les autorités cantonales.





Bureau de l'Amiable Compositeur

Cet organe agit comme médiateur dans les litiges (de travail) entre les organisations internationales/missions diplomatiques et les membres de leur personnel ; litiges pour lesquels les tribunaux ordinaires du travail ne sont pas compétents. Le Bureau est totalement indépendant de toute autorité et s'efforce de trouver des solutions à l'amiable.



Fondation pour Genève – Fondation Pictet

Financée exclusivement par le secteur privé, cette fondation privée agit comme groupe de réflexion pour le secteur public, partant du constat que les autorités n'ont pas toujours accordé suffisamment d'attention à la présence internationale à Genève. Cette fondation est très active au sein du CAGI elle est le premier mécène privé.



Gardes de Sécurité Diplomatique (GSD)

Ce groupe fait partie intégrante des services de police cantonaux et municipaux. La stratégie de sécurité nationale et l'évaluation de la menace (terroriste) relèvent de l'autorité fédérale. Le GSD s'occupe :

de la coordination de la sécurité internationale, notamment :

- de la planification et de la coordination des visites officielles ;
- de la coordination des mesures de sécurité auprès des services de sécurité et de police fédéraux et cantonaux ;
- de la tenue d'un guichet diplomatique unique, et ce 24h/24 ;
- de la tenue d'un guichet unique pour toutes les demandes de manifestations ;
- de la concrétisation opérationnelle des mesures de sécurité en fonction de l'évaluation du niveau de menace par la Confédération.

des aspects opérationnels de la sécurité internationale, notamment :

- de la sécurité des aéroports ;
- de la protection des personnes ;
- des escortes et convois diplomatiques et VIP.



1.3 Recommandations générales



À Genève, l'échange d'informations et la coordination permanente entre les différents niveaux de pouvoir sont le fil rouge de la politique de siège. Grâce à une plus ancienne expérience de la présence internationale et au consensus assez large qui règne au sein du monde politique quant à l'importance de cette présence, la Suisse a réussi à se doter de toute une série d'organes adaptés dans le domaine de l'accueil des organisations internationales. Ces organes sont en général créés et cofinancés conjointement par les autorités confédérales, cantonales et locales. La coordination permanente entre les niveaux de pouvoir est facilitée par la présence de représentants de ceux-ci au sein des organes directeurs de ces institutions. La concertation et la coopération entre les niveaux de pouvoir belges se déroulent souvent d'une manière moins évidente et plus informelle. Le CEOI propose dès lors d'étudier la possibilité de créer une plateforme de coordination et de concertation permanente des services fédéraux (CIPS) et régionaux (CEOI) chargés de la politique de siège. Cet exercice de réflexion devrait englober aussi la relation avec la Ville de Bruxelles et plusieurs communes.



Il convient par ailleurs de développer des contacts structurels avec tous les acteurs régionaux, à savoir *Brussels international* (anciennement Direction des Relations extérieures), la Délégation de la Région de Bruxelles-Capitale auprès de l'Union européenne, perspective. brussels (le Bureau bruxellois de la planification - BBP), concernant la stratégie relative aux organisations internationales établies sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et ce, dans une perspective de continuité et de réflexion à long terme.



Comme Bruxelles, Genève est également confrontée à des problèmes d'acceptation, par la population, de la présence internationale et des efforts requis dans ce cadre. Les initiatives visant à rapprocher la communauté internationale et la population locale mériteraient dès lors d'être mieux soutenues.

2. Voyage d'étude à Londres

21 septembre 2016

Suite aux tragiques événements survenus en 2016, l'élaboration d'une étude portant sur la sécurité dans le Quartier européen s'impose. Cette étude est à l'initiative du CEOI et sera lancée par perspective.brussels (le Bureau bruxellois de planification – ex ADT) au nom de la Région Bruxelles-Capitale. L'objectif de cette étude est de trouver une manière d'harmoniser la convivialité de l'espace public et les impératifs de sécurisation. En effet, il s'agirait de doter la Région d'une grille de lecture agréée pour évaluer les degrés de danger, les failles et les scénarios de risque, tout en intégrant ces mesures de sécurité dans le tissu urbain (notamment à travers l'aménagement de l'espace, l'éclairage, le mobilier urbain, des solutions de mobilité, etc.).

Pour lancer une réflexion sur les défis que suscite une telle étude, le CEOI a proposé d'organiser une visite d'étude à Londres, ville qui traite déjà cette problématique. A cet effet, plusieurs réunions préparatoires se sont déroulées avec le CEOI et différents acteurs et experts, parmi lesquels ceux de l'Ambassade britannique en Belgique. Suite à ces échanges, l'administration régionale bruxelloise a jugé très pertinent d'approfondir la connaissance des expériences développées à Londres, où plusieurs solutions innovantes ont été testées.



2.1 La délégation et les visites

La délégation bruxelloise était composée de représentants du Cabinet du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, du Bureau bruxellois de planification (perspective.brussels), de Bruxelles Développement urbain, du Bureau du maître architecte bruxellois, de Bruxelles Prévention & Sécurité et du CEOI.

La délégation, guidée par Monsieur Justin Bedford de l'Ambassade britannique à Bruxelles, a rencontré :



Le *Centre for the Protection of National Infrastructure (CPNI)*, une organisation gouvernementale qui fournit son expertise dans le domaine de la sécurité et la protection à des organisations publiques ou privées dans le but de réduire la vulnérabilité de leurs infrastructures. Les mesures et les protocoles suggérés visent à empêcher, détecter et/ou minimiser les menaces ainsi que les conséquences d'une attaque éventuelle, tant au niveau physique (lieux et personnes) que digital (sécurisation de l'information). Un département du centre s'occupe également des questions transversales à ces trois disciplines de sécurité. La présentation s'est focalisée sur le thème «*Blast & hostile vehicle mitigation*» («réduction de l'impact d'explosions et de voitures-bélier»). Elle a notamment fait référence à certains «standards» dans les pratiques sécuritaires urbaines, tels que l'inefficacité des arbres ou des blocs de béton contre les attaques par véhicule, ou encore, l'espacement («air gap») maximal entre les bollards pour qu'ils soient efficaces sans entraver le flux piétonnier (1,2 m). Des matériaux tels que l'acier élastique («sprung steel») ou le métal en nid d'abeille ont été évoqués pour la réalisation de mobilier urbain facilement intégrable dans le paysage.



La délégation a ensuite rencontré le personnel en charge de la sécurité pour le *Queen Elizabeth Olympic Park*. Le *London Legacy Development Corporation (LLDC)* est l'autorité, qui dépend actuellement du Gouvernement, chargée de l'aménagement du parc et de ses alentours. Elle remplace donc l'autorité communale pour les demandes de permis introduites sur son territoire, elle définit la politique de développement urbain et elle est responsable du suivi des projets. Les questions suivantes ont été abordées : l'implication du CPNI et du Conseil national de Sécurité (*National Council of Security*) pour l'aménagement de l'espace ; la gestion du personnel par groupes de fonction et leur coordination avec les organisateurs d'événements ; la préparation de réponses coordonnées, en coopération avec le «*Transport Advisory Group*» ; le règlement et les ordonnances du parc, qui ont été établis conjointement par les quatre autorités communales avoisinantes.



Ensuite, un échange a suivi avec un représentant du *Joint International Counter-Terrorism Unit, du Home Office*. Le Bureau de l'Intérieur du Gouvernement du Royaume-Uni, compétent pour la sécurité publique et plus précisément l'antiterrorisme, dispose en son sein d'une unité chargée d'échanger régulièrement avec ses homologues des autres pays européens. Les réunions se déroulent habituellement à Bruxelles, où les experts font le point sur les stratégies et les informations à disposition.



Les délégués de la Région de Bruxelles-Capitale ont ensuite rencontré la *Police de la City of London*. La rencontre a porté sur la réduction des risques liés au terrorisme à travers une approche holistique de la sécurité. L'accent a été mis sur une «stratégie de contexte» qui repose autant sur un volet «protection» que sur un volet «préparation». Il a été rappelé que le travail sur la prévention est très important, car il agit dans l'espace pré-criminel, mais il est également très controversé. Une gestion maladroite de la prévention, comme cela a été le cas pour certains projets d'organisations non suffisamment fiables, risque de décrédibiliser l'approche et l'autorité qui parraine les projets. Les outils employés au niveau métropolitain, les projets pilotes et les principes pour la réduction du crime ont également été évoqués.

Ce voyage d'étude a permis de fournir un bon aperçu des approches mises en place à Londres pour intégrer les dispositifs de sécurité dans le paysage urbain. De plus, les contacts qui ont été noués lors de cette visite pourront accompagner la réflexion bruxelloise ; des échanges se poursuivront en bilatéral. Par exemple, certains représentants de la Région ont été invités à participer à des tests effectués par le CPNI en octobre.



2.2 Conclusions



Les premières constatations sur Londres mettent en évidence :

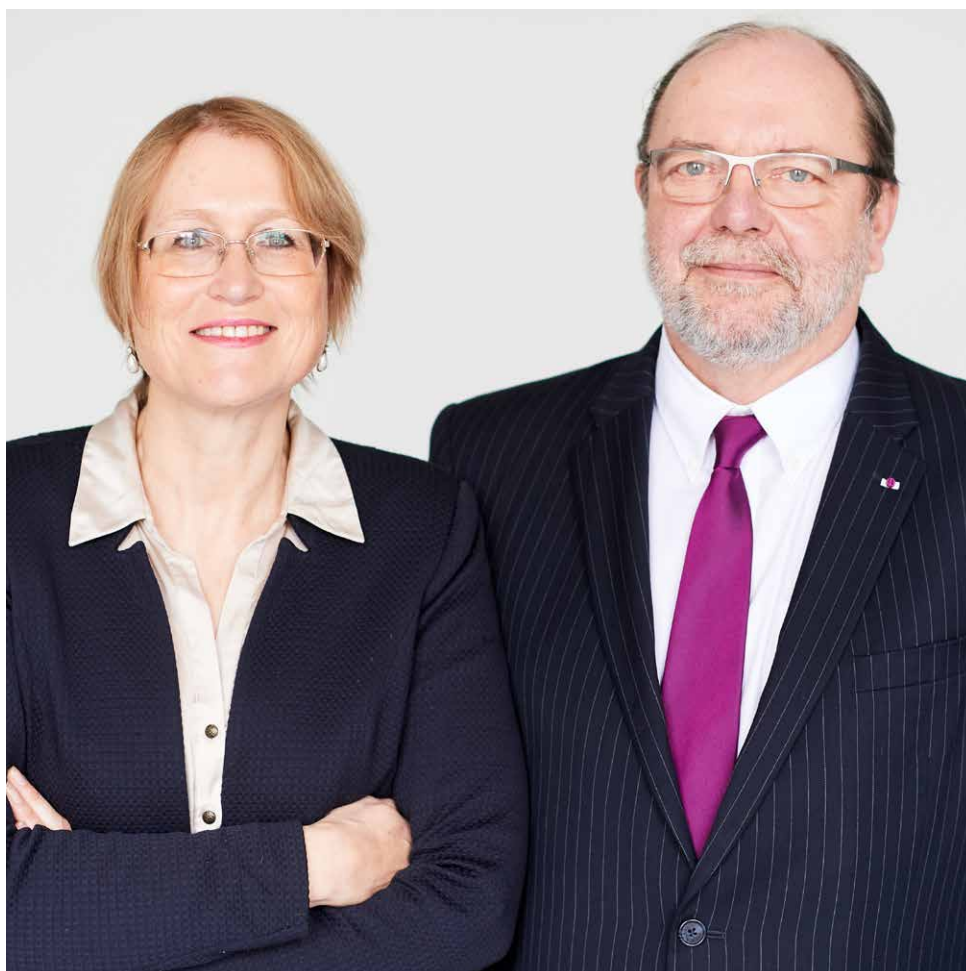
- La longue expérience des administrations dans l'étude et la prévention d'attaques terroristes ;
- La création d'une structure qui recherche, teste et promeut des dispositifs de sécurité à partir de standards précis ;
- La recherche d'une cohérence et d'une qualité dans l'intégration des dispositifs sécuritaires dans le paysage urbain ;
- L'intégration des défis de sécurité déjà au stade de la conception ;
- L'expérience dans des projets pilotes ;
- L'expertise dans la coordination des parties prenantes.



La délégation bruxelloise en a tiré les conclusions / recommandations suivantes :

- De manière générale, réfléchir à la sécurité d'une manière globale afin d'éviter de multiplier les dispositifs (bollards/caméras) inutiles et/ou inefficaces ;
- L'importance d'examiner la question de l'accessibilité (voitures) des différents bâtiments stratégiques et de limiter en nombre les entrées de véhicules (réfléchir à la présence de véhicules dans le quartier dans son ensemble) ;
- La possibilité d'intégrer une série de dispositifs dans le mobilier urbain. Il serait notamment intéressant de définir les priorités, dans ce domaine, pour le réaménagement de certaines zones urbaines ;
- L'importance de la présence d'agents sur le terrain, de l'imprévisibilité des dispositifs de surveillance et du bon entretien des espaces publics ;
- L'intérêt de faire un « audit » sécurité pour les bâtiments et d'établir une liste de recommandations au moment de la délivrance d'un Permis d'urbanisme ;
- L'intervention d'un « conseiller en prévention » dès la conception d'un projet sensible qui pourrait soit faire l'objet d'un avis d'instance soit faire partie intégrante du Permis d'urbanisme (au même titre que l'avis SIAMU que nous connaissons) ;
- Une réflexion sur l'établissement d'une gradation du niveau de sécurité et sur le type et le niveau de sécurité des dispositifs utilisés en fonction que l'on se rapproche ou non des sites « sensibles ».

Conclusion



L'Europe traverse une période mouvementée et il serait naïf de croire que cela n'aura aucun impact sur notre capitale.

En effet, à l'heure où l'Union européenne est confrontée à de nombreuses remises en question et atteint un moment charnière de son existence, la Région bruxelloise ne peut pas considérer la présence des institutions européennes et internationales sur son territoire comme une simple évidence.

Le Brexit contraint l'Union européenne à se remettre en question et à s'interroger sur son mode de fonctionnement. Il n'est pas exclu que cette réflexion engendre la question de la présence physique des institutions européennes dans notre capitale. Il est donc essentiel que nos décideurs politiques soient conscients de ce nouveau contexte politique et qu'ils en tiennent compte.

Bruxelles dispose de nombreux atouts dans ce débat ; des sommes considérables ont été investies ces dernières années et beaucoup d'actions ont été entreprises pour renforcer le rayonnement international de notre Région.

Les institutions européennes ont, elles aussi, pris des engagements de leur côté : le temps où elles affichaient un désintérêt manifeste pour l'avenir urbanistique de la ville appartient à un passé définitivement révolu. Pour preuve, la réponse de Mme Kristalina Georgieva, Vice-Présidente de la Commission européenne, à une question écrite du 15 septembre 2016 posée par une eurodéputée belge :

« Tant avant qu'après les attentats terroristes du 22 mars 2016, la Commission européenne, les autorités fédérales belges et les autorités régionales bruxelloises ont travaillé en étroite collaboration pour donner une image positive de la capitale de l'Europe. La Commission européenne et la Région de Bruxelles-Capitale ont développé une vision stratégique de la capitale de l'Europe dans laquelle le quartier européen est davantage intégré dans la vie de la ville où il joue un rôle dynamique. En 2008, la Région de Bruxelles-Capitale a lancé le Projet urbain Loi en vue d'améliorer la qualité et l'image du quartier. Le projet vise à transformer l'actuel quartier européen en un quartier respectueux de l'environnement composé d'immeubles de bureaux, de logements et de commerces, et réservant une plus grande place à l'espace public.

Les efforts de la Commission européenne en faveur de la Ville de Bruxelles se traduiront aussi par un concours international d'architecture qui sera organisé en 2017 pour la revalorisation de la parcelle "Loi 130". Dans le cadre de ce projet, les espaces de bureaux devront être intégrés à d'autres affectations comme l'espace public, le logement, le commerce de détail et les établissements horeca. Le projet Loi 130 contribuera ainsi à faire du quartier européen un nouveau joyau architectural et à rendre cette partie de Bruxelles plus attractive et plus dynamique. Cette revalorisation profitera tant à celles et ceux qui vivent et travaillent dans la capitale qu'aux touristes et autres visiteurs. »

Le Commissariat à l'Europe et aux Organisations Internationales continuera à s'investir pour perpétuer la coopération privilégiée qui s'est installée ces dernières années avec les institutions européennes. Nous espérons aussi de tout cœur que l'Union européenne sortira renforcée de la crise qu'elle traverse actuellement. Car une Europe plus forte implique nécessairement une Belgique plus forte.

Karin IMPENS
Adjointe au Commissaire

Alain HUTCHINSON
Commissaire

À l'initiative du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :



RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
BRUSSELS CAPITAL-REGION

Ce rapport est publié par :



Avenue d'Auderghem 63, 1040 Bruxelles

T. : +32 (0)2 430 66 00

info@commissioner.brussels - www.commissioner.brussels

Editeur responsable : Alain HUTCHINSON, Avenue d'Auderghem 63, 1040 Bruxelles

Crédits photographiques : © European Union (pp. 28-29), © Fabrice Debatty Images (pp. 1-13, pp. 24-26, p.28, pp. 30-43, p. 74), © Marcel Vanhulst (p. 19), © Philippe Samyn and Partners architects & engineers - lead and design partner, Studio Valle Progettazioni architects, Buro Happold engineers (pp. 28-29).

Design by doyouwantmoustache.com 

